

Délibération n° 2019-02

Point de l'ordre du jour : 2.1

Objet : Compte financier 2018

Vu le code des juridictions financières ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°2011-21 du 5 janvier 2011, modifié, relatif à l'École normale supérieure Paris-Saclay.

Vote n°1 :

Le conseil d'administration approuve le **tableau n°1 des emplois 2018** tel qu'indiqué dans la note de présentation du compte financier jointe à la présente délibération :

Emplois agrégés des ETPT 1408 dont

- ETPT sous plafond État : 1312
- ETPT hors SCSP : 96

Nombres de votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstentions : 0

Vote n°2 :

Le conseil d'administration approuve le compte financier 2018 détaillé dans les tableaux ci-dessous :

- **tableau n°2 relatif au solde budgétaire agrégé** tel qu'indiqué dans la note de présentation du compte financier jointe à la présente délibération :

- Recettes encaissée : 143 940 374,40 € dont
 - recettes globalisées : 86 740 374,40 €
 - recettes fléchées : 57 200 000,00 €
- Autorisations d'engagement : 95 722 213,54 € dont
 - personnel : 68 065 495,92 €
 - fonctionnement : 18 876 369,02 €
 - investissement : 8 780 348,60 €
- Crédits de paiement : 159 987 424,07 € dont
 - personnel : 68 065 495,92 €
 - fonctionnement : 10 464 687,81 €
 - investissement : 81 457 240,34 €

Ce qui conduit à dégager :

- Solde budgétaire : – 16 047 049,67 €

Le budget principal :

- Autorisations d'engagement : 89 281 282,45 € dont :
 - Personnel : 68 065 495,92 €
 - Fonctionnement : 18 854 467,89 €
 - Investissement : 2 361 318,64 €
- Crédits de paiement : 80 074 886,22 € dont :
 - Personnel : 68 065 495,92 €
 - Fonctionnement : 10 424 900,81 €
 - Investissement : 1 584 489,49 €

Le budget Saclay :

- Autorisations d'engagement : 6 440 931,09 € dont :
 - Personnel : 0 €
 - Fonctionnement : 21 901,13 €
 - Investissement : 6 419 029 ,96 €
- Crédits de paiement : 79 912 537,85 € dont :
 - Personnel : 0 €
 - Fonctionnement : 39 787,00 €
 - Investissement : 79 872 750 ,85 €

- **tableau n°4 relatif à l'équilibre financier budgétaire agrégé** tel qu'indiqué dans la note de présentation du compte financier jointe à la présente délibération :

- Variation de trésorerie agrégé : + 1 337 209,72 € dont
 - abondement de la trésorerie établissement : + 6 985 013,58 €
 - abondement de la trésorerie Saclay : – 5 647 803,36 €

- **tableau n°6 relatif à la situation patrimoniale agrégée** tel qu'indiqué dans la note de présentation du compte financier jointe à la présente délibération :

- Excédent du compte de résultat agrégé : 3 735 672,78 € dont
- Capacité d'autofinancement : 6 152 268,78 €
- Apport au fonds de roulement : 5 356 618,80 €

Nombres de votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstentions : 0

Vote n°3 :

Sachant que, le résultat agrégé de 3 735 672,78 € se compose d'un excédent de 3 735 511,17 € au titre du budget principal de l'ENS Paris Saclay et de 162 € au titre du budget Saclay, le conseil d'administration décide d'affecter le résultat excédentaire de 3 735 511,17 € en réserves facultatives et la somme de 162 € en report à nouveau positif sur le budget Saclay.

De plus, le conseil d'administration décide d'affecter le solde du compte de report à nouveau négatif de 42 192,19€ (suite aux corrections réalisées en 2018 par le haut du bilan) de la manière suivante :
débit compte 110 : 335,22 € débit compte 10682 : 41 856,97 € crédit compte 119 : 42 192,19€

Nombres de votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstentions : 0

Vote n°4 :

Le conseil d'administration approuve l'abondement du fonds stratégique mutualisé d'un montant de 3 700 000 € à l'issue de l'exercice 2018.

Nombres de votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstentions : 0

Fait à Cachan, le 15 mars 2019.

Pour extrait conforme,
Le Président de l'École normale supérieure Paris-Saclay



Pierre-Paul ZALIO

Pièce jointe : Note de présentation du compte financier 2018.

<p><u>Classée au registre des délibérations sous la référence :</u> CA – 15.03.2019 - D.2019-02</p> <p><u>Publiée sur le site intranet de l'ENS Paris-Saclay le :</u> 29 MAR. 2019</p> <p><u>Rendue exécutoire compte tenu de la réception au Rectorat le :</u> 28 MAR. 2019</p>	<p><u>Modalités de recours contre la présente délibération :</u> En application de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et /ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès du Président de l'ENS Cachan, et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun.</p>
---	--

COMPTE FINANCIER

Exercice 2018

présenté par

*Monsieur Pierre-Paul ZALIO,
Président de l'École normale supérieure Paris-Saclay*

et

*Monsieur Gilles MOITON,
Agent comptable de l'École normale supérieure Paris-Saclay*

– Conseil d'administration du 15 mars 2019 –

Prijet

Sommaire

Partie A : Exécution budgétaire 2018	1
I/ Budget principal	5
I.1/ Budget en encaissements et décaissements	5
I.1.1/ Recettes	6
I.1.2/ Autorisations d'engagement et crédits de paiement	9
I.1.3/ Solde budgétaire	19
I.2/ Budget en droits constatés	20
I.2.1/ Recettes	21
I.2.2/ Dépenses	23
I.2.3/ Grands agrégats	26
II/ Budget de l'opération immobilière	28
II.1/ Budget en encaissements et décaissements	28
II.2/ Budget en droits constatés.....	29
Partie B : Analyse comptable	31
I/ Fonds de roulement	31
II/ Besoin en Fonds de Roulement	32
III/ Trésorerie	32
IV/ Soutenabilité	33
Partie C : Tableaux du budget agrégé	35
Partie D : Tableaux du budget principal	49
Partie E : Tableaux du budget annexe	55

Prijet

Partie A : Exécution budgétaire 2018

Trois chantiers ont marqué l'année 2018.

Premièrement, la préparation de la création au 1^{er} janvier 2020 de l'Université Paris-Saclay, établissement expérimental dont l'ENS Paris-Saclay, conformément à l'ordonnance du 13 décembre 2018, doit devenir établissement composante. De nombreux personnels de l'École, toutes catégories confondues, sont impliqués depuis la mi-2018 dans les différents groupes de travail inter-établissements de préfiguration de l'organisation de cette université.

Deuxièmement, la préparation de l'évaluation HCERES de l'établissement, de ses formations et de la grande majorité de ses laboratoires et structures de recherche (rapports d'autoévaluation, projets à cinq ans, visite des unités de recherche). Ce travail se poursuit en 2019 avec la visite du comité d'évaluation de l'établissement en mai et le dépôt des dossiers de demande d'accréditation des formations d'ici fin juin.

Troisièmement, le suivi du chantier de construction du bâtiment de l'École sur le plateau de Moulon, ainsi que la préparation du transfert et de l'installation de l'établissement dans son nouveau bâtiment qui doit débuter en 2019. La préparation des opérations de déménagement et d'installation sur le plateau de Saclay vont s'accompagner d'un renouvellement de nombreux équipements scientifiques.

Par ailleurs, l'École a renforcé en 2018 les dispositifs d'accompagnement de la carrière des enseignants-chercheurs et chercheurs, notamment pour soutenir les activités de recherche et inciter les hauts potentiels à déposer un dossier de candidature à des projets de type ERC (European Research Council). Elle a par ailleurs engagé une mission autour de la formation continue afin de construire une offre en lien avec ses activités de recherche. L'établissement a également poursuivi sa stratégie internationale en approfondissant des partenariats ou des projets stratégiques, en encourageant les collaborations internationales et en favorisant la mobilité entrante et sortante de ses personnels et normaliens.

Depuis la rentrée 2018, le diplôme de l'ENS Paris-Saclay est déployé sur l'ensemble des quatre années de scolarité des normaliens. Deux nouveaux parcours sont en cours de mise en place : un parcours « intelligence artificielle » et un parcours de co-diplôme international.

Au cours du second semestre 2018, suite à un départ à la retraite, l'agent comptable de l'Université Paris-Sud a assuré un intérim de deux mois avant l'arrivée de l'agent comptable actuel dans le cadre de la mise en place d'un groupement comptable avec CentraleSupélec.

Comme les années précédentes, les commissaires aux comptes certifient sans réserve les comptes de l'établissement.

L'exercice 2018 dégage pour le budget agrégé (budget principal et budget annexe de l'opération immobilière) :

- un **résultat** de fonctionnement excédentaire à hauteur de + **3,7 M€**,
- un **solde budgétaire** déficitaire de – **16,0 M€**,
- un **apport au fonds de roulement** de + **5,4 M€**, le portant à 32,6 M€ permettant de couvrir les dépenses relatives à l'installation sur le plateau de Moulon et les différentes provisions. À l'issue du déménagement, le niveau de fonds de roulement mobilisable est estimé à 7,9 M€ (le décaissement mensuel moyen de la masse salariale en 2018 a été de 5,7 M€, en 2019 il a été budgétisé à 5,9 M€).
- un niveau de **trésorerie de 113,3 M€**, dont 76,5 M€ au titre de la construction immobilière du bâtiment.

Ce résultat excédentaire de 2018 résulte d'une sous-consommation des dépenses qui est en deçà de la sous-exécution des recettes de 3 points. Le décalage du calendrier du chantier de construction de l'École a aussi conduit à différer l'achat d'équipements scientifiques pour la recherche.

Un abondement du fonds stratégique mutualisé à hauteur de 3,7 M€ est proposé aux administrateurs lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2018, ce qui le porterait à 11,7 M€. Ce fonds est destiné à financer le renouvellement des équipements scientifiques pour la recherche et la formation ainsi que des investissements informatiques.

Les grands agrégats du budget principal de l'exercice 2018 sont similaires à ceux constatés depuis 2014 (exercice suivant la création de l'ENS Rennes en 2013).

Grands agrégats du budget principal

	2014	2015	2016	2017	2018
Résultat de l'exercice	3,7 M€	3,6 M€	2,3 M€	4,8 M€	3,7 M€
Capacité d'autofinancement	5,5 M€	5,6 M€	4,6 M€	6,8 M€	6,2 M€
Apport au fonds de roulement	4,6 M€	3,9 M€	2,9 M€	6,7 M€	4,8 M€

Le montant des contrats de recherche en gestion École, après avoir connu une baisse importante en 2015 et 2016 (autour de 4 M€ de contrats signés) a retrouvé un niveau comparable à celui de 2013 et 2014. Le montant des contrats signés en 2018 s'élève à 7 M€. Il est cependant en-deçà du montant de 2017 qui était de près de 8 M€ du fait du financement de deux équipements de recherche pour un montant de 1 M€ (machine de fabrication additive et nœuds de calculs pour le mésocentre mutualisé avec CentraleSupélec).

L'établissement a engagé en 2018 une mission autour des partenariats de recherche afin de les dynamiser et retrouver des marges de manœuvre.

Les réserves que l'établissement a constituées au cours de ces dernières années lui permettent d'aborder en responsabilité son installation dans le nouveau bâtiment. Ces réserves sont dues à un niveau de dépenses correspondant à une situation de transition entre deux sites et non pas à un niveau de dépenses « normal ». En effet, le niveau d'investissement scientifique et immobilier sur le site de Cachan a été réduit ces dernières années.

L'École a travaillé en 2018 à son nouveau modèle économique avec la mission d'expertise et conseil (MEC) de la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et à l'analyse du coût de ses activités de formation et de recherche afin de définir un budget soutenable une fois installée dans son nouveau bâtiment et elle est en attente d'un arbitrage du ministère sur la demande d'un soutien financier.

Les résultats du budget principal de l'ENS Paris-Saclay sont tout d'abord présentés puis ceux du budget annexe de l'opération immobilière. L'unique budget rectificatif de 2018 avait pour principal objectif d'ajuster les dépenses de masse salariale et le budget de l'opération immobilière.

Afin de faciliter la mise en regard du budget prévisionnel et du compte financier, la présentation et l'analyse de ce dernier sont analogues au format retenu pour le budget initial. Sera en premier lieu présentée la comptabilité ordonnateur en encaissements/décaissements composées des recettes encaissées, des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP). En second lieu, les droits constatés seront examinés¹. Cette présentation, conforme aux préconisations de la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2019, facilitera ainsi la lecture des administrateurs.

¹ La consommation des AE est constatée dès lors qu'un engagement juridique ferme à l'égard d'un tiers déterminé pour un montant ferme et une durée définie est conclu. Cet engagement ferme peut se traduire par un bon de commande, un marché public ferme ou une décision d'attribution de bourses. Par exception, l'article 181 du décret GBCP prévoit que, s'agissant des dépenses de personnel, les AE sont consommées à hauteur des CP correspondants. Les CP sont exécutés lorsque l'agent comptable rapproche le paiement de la demande de paiement initiée par l'ordonnateur. Les recettes budgétaires sont comptabilisées dès lors que l'agent comptable rapproche l'encaissement du titre de recettes.

Le budget en droits constatés correspond au rattachement à un exercice budgétaire (une année civile) des dépenses et des recettes dès la naissance du fait générateur, qu'elles aient pu être payées ou perçues les années précédentes ou qu'elles le soient les exercices suivants. Le budget en droits constatés permet d'obtenir une vision de la situation patrimoniale de l'établissement.

I/ Budget principal

I.1/ Budget en encaissements et décaissements

L'exécution 2018 fait apparaître un solde budgétaire de + 6,7 M€, pour une prévision de + 0,9 M€. Ce solde excédentaire résulte de l'effet conjugué d'une sous-exécution des CP à hauteur de – 6,4 M€ (taux d'exécution de 93 %) et d'une sous-exécution des recettes de – 0,7 M€ (taux d'exécution de 99 %). Les AE sont sous-exécutées à hauteur de – 5,3 M€ (taux d'exécution de 94 %).

Les données du budget exécuté en encaissements et décaissements sont données ci-dessous et elles sont également mises en regard du budget prévisionnel à l'issue du budget rectificatif (BR) puis du budget exécuté 2017. Elles sont ensuite analysées par grands postes.

AE, CP et solde budgétaire : du budget prévisionnel au budget exécuté										
Dépenses							Recettes			
	AE 2018			CP 2018			2018			
	BR	exécuté	taux exécution	BR	exécuté	taux exécution	BR	exécuté	taux exécution	
Personnel	69 188 k€	68 065 k€	98%	69 188 k€	68 065 k€	98%	77 126 k€	77 068 k€	100%	SCSP
Fonctionnement	22 031 k€	18 854 k€	86%	14 244 k€	10 425 k€	73%	3 866 k€	3 147 k€	81%	Autres financements publics
Investissement	3 323 k€	2 361 k€	71%	3 068 k€	1 584 k€	52%	6 440 k€	6 526 k€	101%	Autres recettes propres
Total	94 542 k€	89 281 k€	94%	86 500 k€	80 075 k€	93%	87 431 k€	86 740 k€	99%	Total
Solde budgétaire : excédent				931 k€	6 665 k€					Solde budgétaire : déficit

AE, CP et solde budgétaire : comparaison des budgets exécutés 2017 et 2018

Dépenses							Recettes			
	AE			CP			2017	2018	variation	
	2017	2018	variation	2017	2018	variation				
Personnel	67 255 k€	68 065 k€	810 k€	67 255 k€	68 065 k€	810 k€	73 607 k€	77 068 k€	3 461 k€	SCSP
Fonctionnement	13 379 k€	18 854 k€	5 475 k€	7 284 k€	10 425 k€	3 141 k€	4 737 k€	3 147 k€	-1 589 k€	Autres financements publics
Investissement	2 077 k€	2 361 k€	284 k€	1 986 k€	1 584 k€	-402 k€	5 623 k€	6 526 k€	902 k€	Autres recettes propres
Total	82 712 k€	89 281 k€	6 569 k€	76 525 k€	80 075 k€	3 550 k€	83 966 k€	86 740 k€	2 774 k€	Total
Solde budgétaire : excédent				7 441 k€	6 665 k€					Solde budgétaire : déficit

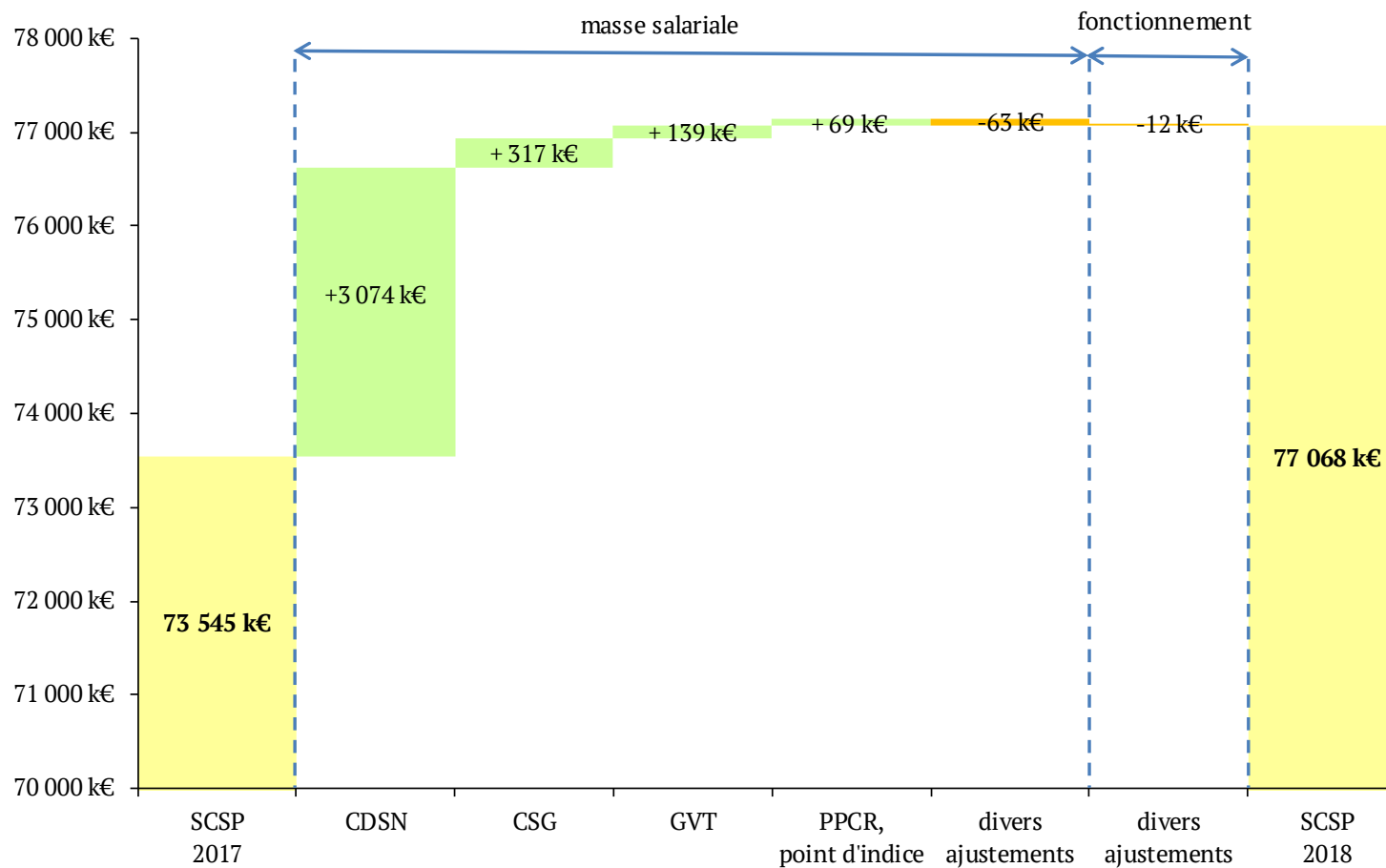
I.1.1/ Recettes

- **Subvention pour charges de service public (SCSP)**

Le montant de la SCSP 2018 s'élève à 77,1 M€ et est en augmentation de + 3,5M€ par rapport à 2017 (73,5 M€). Cette évolution est avant tout technique avec :

- + 3,1 M€ au titre du transfert du financement des 122 contrats doctoraux spécifiques pour normaliens (CDSN),
- + 0,3 M€ pour compenser une partie de la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée),
- + 0,1 M€ pour financer une partie du GVT (glissement vieillesse technicité).

Évolution de la SCSP entre 2017 et 2018



La masse salariale représente 91% du montant de la SCSP (70,4 M€) dont 57% pour la masse salariale des normaliens et CDSN (40,2 M€).

• Recettes encaissables hors SCSP

Les recettes encaissées hors SCSP s'élèvent à 9,7 M€ en 2018 et elles diminuent de – 0,7 M€ par rapport à l'exercice 2017 (10,3 M€). Elles se répartissent ainsi :

- conventions de recherche en gestion ENS : 5,7 M€, en diminution de – 0,6 M€ par rapport à 2017 (6,3 M€) ;
- convention pour la formation initiale : 0,5 M€, en baisse de – 0,4 M€ par rapport à 2018 suite à la gestion des bourses de mobilité directement par l'Université Paris-Saclay et la fondation Mathématique Jacques Hadamard (FMJH) depuis la rentrée de septembre 2018 et à la dernière année du master Erasmus Mundus Monabiphot ;
- droits d'inscription : 0,7 M€, en augmentation de + 0,1 M€ suite au déploiement du diplôme de l'ENS Paris-Saclay depuis la rentrée de septembre 2018 pour toutes les années ;
- recettes de la formation continue : 1,0 M€, en augmentation de + 0,1 M€ ;
- recettes de taxe d'apprentissage : 0,1 M€, en baisse de – 36 k€ ;
- concours : 0,2 M€, en diminution de – 43 k€ ;
- convention de mise à disposition de personnels ou de remboursement de missions d'enseignement ou de dépenses pour les concours : 0,4 M€ avec une hausse de + 0,2 M€ ;
- recettes diverses : 0,4 M€, correspondant au reversement par le CNRS de la part revenant à l'hébergeur (0,1 M€), au préciput ANR (0,1 M€) et à des régularisations diverses (0,2 M€) ;
- recettes liées au campus de Cachan : 0,8 M€, en diminution de – 0,1 M€ et correspondant aux remboursements de charges communes par le lycée de Cachan et le CROUS, les recettes de la résidence hôtelière et l'occupation du terrain par la Socachal.

Les recettes contractuelles de la recherche en gestion ENS proviennent ces deux dernières années pour les deux tiers du CMLA et du LMT, avec un montant en augmentation pour le premier laboratoire et en diminution pour le second. Les recettes encaissées en 2018 des unités de recherche dépendant du secteur dit Sciences fondamentales représentent 59% (43% pour le CMLA), celles du secteur Sciences pour l'ingénieur 37% (32% pour le LMT) et celles du secteur Sciences de l'Homme et de la Société 4%.

Afin d'avoir une vision complète de l'activité de recherche, ces données devraient être consolidées avec celles des autres tutelles gérant des contrats (CNRS et INRIA).

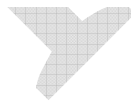
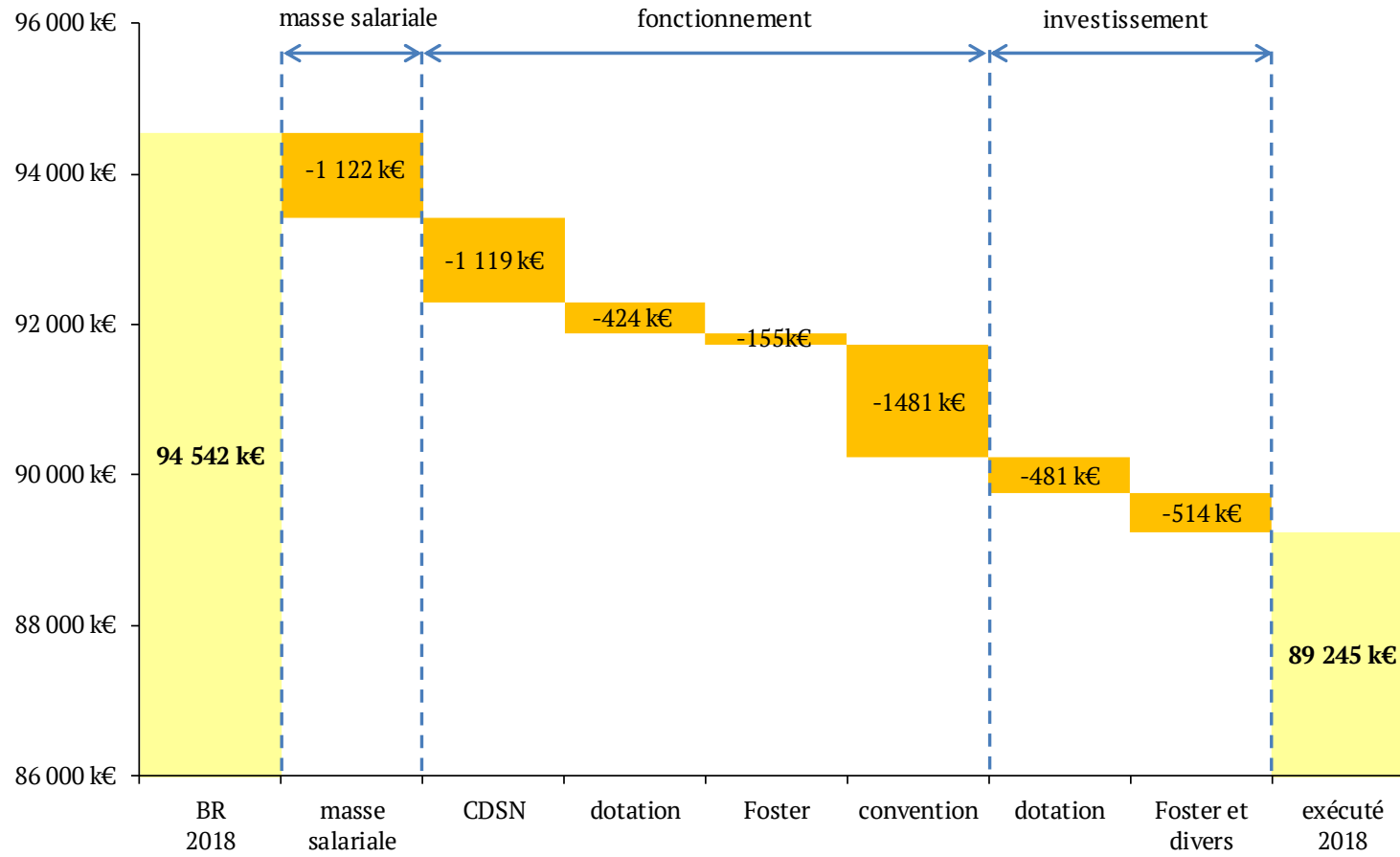
I.1.2/ Autorisations d'engagement et crédits de paiement

Les écarts, par type de crédits, entre le budget exécuté en dépenses et le budget prévisionnel sont les suivants :

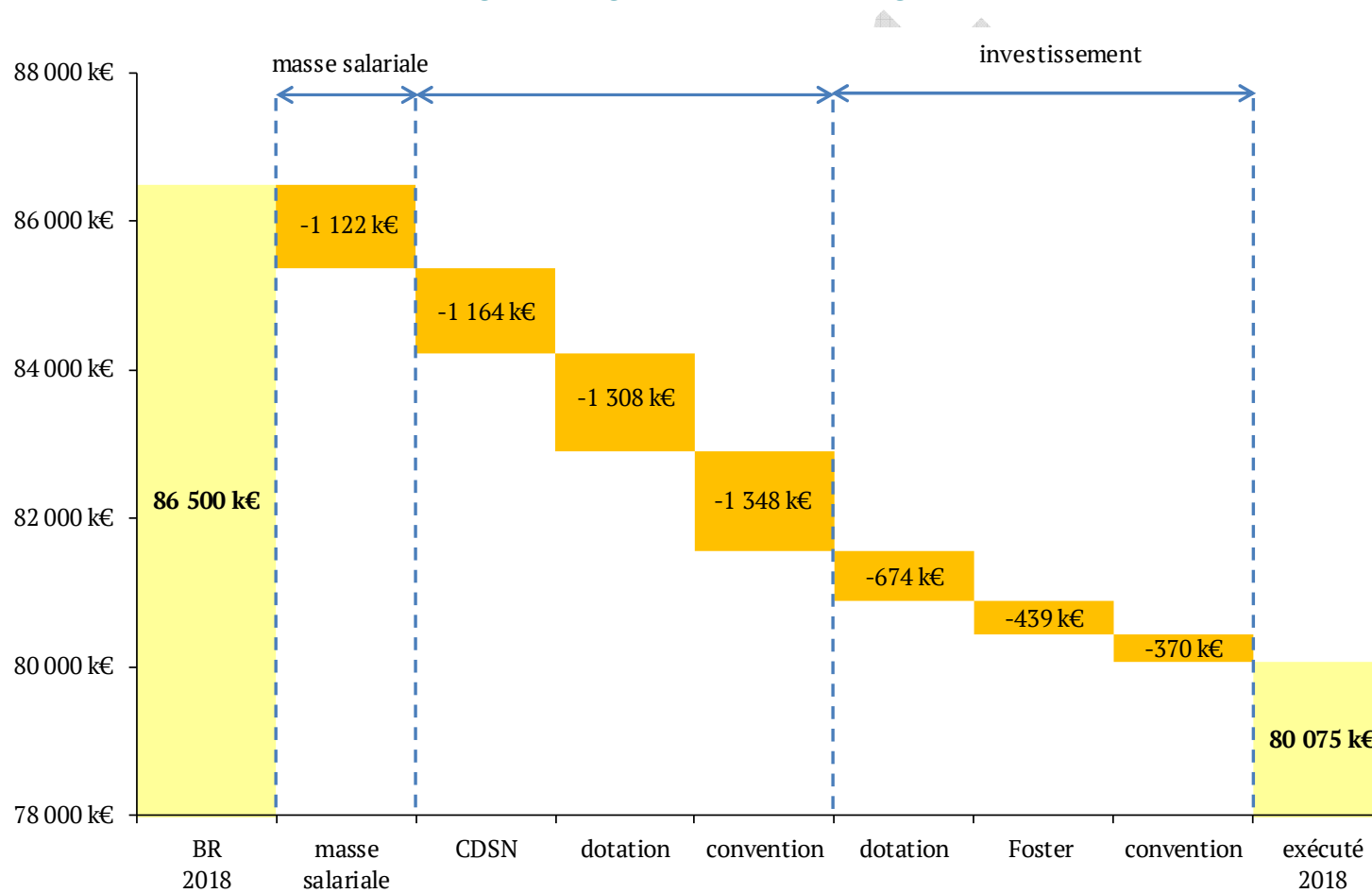
- sous-exécution des dépenses de masse salariale : AE = CP = – 1,1 M€,
- sous-exécution des dépenses de fonctionnement autre que de masse salariale : AE = – 3,2 M€ et CP = – 3,8 M€,
- sous-exécution des dépenses d'investissement : AE = – 1,0 M€ et CP = – 1,5 M€.

Ces différents écarts sont reportés sur les graphiques suivants qui expliquent d'une part le passage des AE prévues au budget aux AE exécutées et de même pour les CP. Ils sont ensuite analysés par type de crédits. Foster est le fonds stratégique pour les équipements de recherche.

AE : passage du budget rectificatif au budget exécuté



CP : passage du budget rectificatif au budget exécuté



L'évolution des dépenses entre les exercices 2018 et 2017 est présentée ci-après, de même que les principaux écarts entre le budget exécuté et le budget prévisionnel.

a/ Dépenses de masse salariale et ETPT (équivalent temps plein travaillé)

• ETPT

La consommation des ETPT en 2017 et 2018 est reportée dans le tableau ci-dessous, de même que la décomposition des ETPT votés lors du budget rectificatif. On rappelle que le plafond des emplois fixé par l'État a été déterminé lors du passage aux RCE (responsabilités et compétences élargies). Il correspond à la consommation des ETPT des personnels en 2010, augmenté du nombre de postes de normaliens ouverts aux concours en 2010.

Tableau des ETPT

Catégories d'emplois		Nature des emplois		(A)			(B)			(C) = (A) + (B)		
				Emplois sous plafond État en ETPT			Emplois financés hors SCSP en ETPT			Global en ETPT		
				exécuté 2017	BR 2018	exécuté 2018	exécuté 2017	BR 2018	exécuté 2018	exécuté 2017	BR 2018	exécuté 2018
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires		154	172	149				154	172	149
		CDI						1	1	0	1	1
	Non permanents		CDD		74	83	76	47	61	54	120	144
Sous-total enseignants et enseignants-chercheurs				227	255	225	47	62	54	274	317	279
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS				882	982	903				882	982	903
BIATSS	Permanents	Titulaires		161	167	146				161	167	146
		CDI		6	7	7	11	10	10	17	17	18
	Non permanents		CDD		26	39	31	29	33	31	54	72
Sous-total Biatss				193	213	184	39	43	41	232	256	226
Total				1 302	1 450	1 312	86	105	96	1 388	1 555	1 408
Plafond délégué				1 450						Plafond global des emplois		

Le plafond d'emploi exécuté en 2018 s'élève à 1 408 ETPT et augmente + 20 ETPT entre les exercices 2017 et 2018. Les évolutions sont commentées ci-dessous.

- **ETPT normaliens**

Comme les années précédentes, la variation des ETPT porte avant tout sur les normaliens élèves avec une augmentation de + **21 ETPT** entre 2017 et 2018. Cette évolution résulte en outre d'une augmentation du nombre de normaliens recrutés en 2018, notamment pour le second concours (45 en 2018 contre 30 recrutés pour 2 ans en 2016 et sortant théoriquement en 2018) et un nombre de normaliens en congés sans traitement (CST) plus faible en 2018-2019 qu'en 2017-2018 (107 contre 119). Cette augmentation de l'effectif n'a été constatée que sur la fin d'exercice (4 mois) avec un nombre de normaliens rémunérés (918) en décembre 2018 supérieur à celui des ETPT (903). Il est à noter que le nombre de normaliens ayant reçu une avance de salaire en 2018 a été plus élevé qu'en 2017 (une quarantaine de plus, conduisant à une sous-consommation d'environ 4 ETPT).

- **ETPT enseignants et enseignants-chercheurs**

Le nombre d'ETPT des enseignants et enseignants-chercheurs est en augmentation avec + 6 ETPT entre 2017 et 2018. Les évolutions pour les personnels titulaires et contractuels sont données ci-dessous.

Le nombre d'ETPT des **enseignants et enseignants-chercheurs titulaires** est en diminution entre les deux exercices : - 5, avec cependant une augmentation du nombre d'ETP de + 5 entre le début et la fin d'exercice. Les effets de la campagne 2018, avec un nombre de recrutés (9) supérieur à celui du nombre de départs (5, certains d'entre eux dès le début de l'exercice) et compensant le nombre de départ en 2017 (10) supérieur à celui du nombre de recrutés (5), n'est visible que sur la fin d'exercice (4 mois).

Le nombre d'ETPT des **enseignants et enseignants-chercheurs contractuels** est en augmentation entre 2017 et 2018 avec + **11 ETPT**, notamment pour les personnels financés sur des contrats de recherche (+ 9 ETPT).

Au cours du dernier trimestre 2018, 3 chercheurs ont bénéficié d'un contrat à durée indéterminée (CDI) conformément à la charte contractuelle votée au conseil d'administration du 1^{er} octobre 2018.

- **ETPT Biatss**

Le nombre élevé de départs à la retraite de personnels Biatss en 2017 et en 2018 (12 en 2017 et 10 en 2018, contre 5 ou 6 les années précédentes) allié à un changement de la structure des emplois et une vacance frictionnelle importante conduisent à une diminution du nombre d'ETPT de - **6 ETPT**, avec - 15 ETPT pour les personnels titulaires et + 9 ETPT de personnels contractuels.

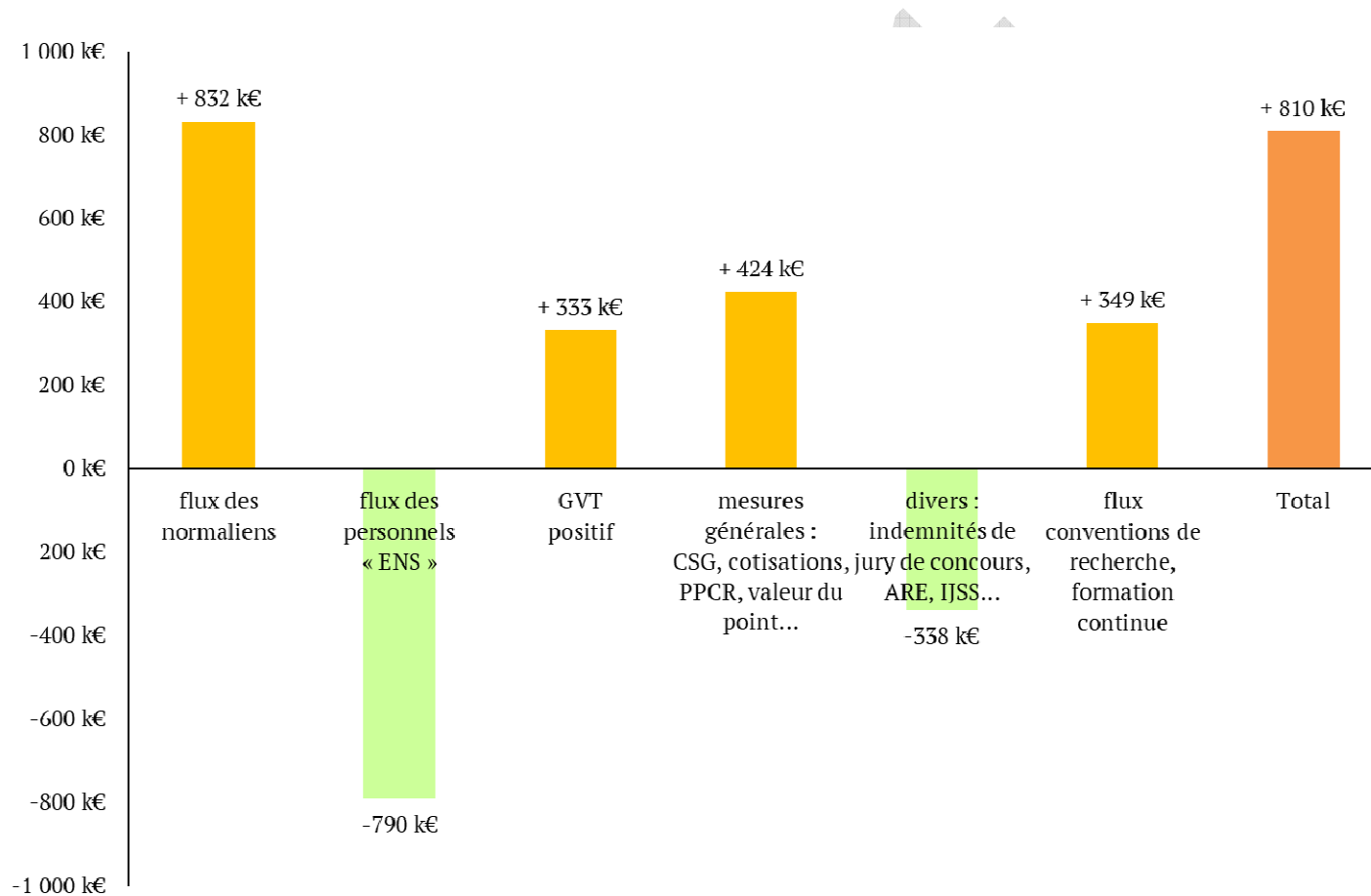
- **Masse salariale en décaissement (AE = CP)**

Les dépenses de masse salariale en décaissement augmentent de + 0,8 M€ entre 2017 et 2018, soit une augmentation de + 1,2 %. Cette évolution résulte de la variation des ETPT mais aussi du versement d'une indemnité pour compenser l'augmentation de la CSG (qui n'est que partiellement financée) et du GVT.

La décomposition de la variation de la masse salariale entre les deux exercices est donnée ci-dessous. On y retrouve tout d'abord les évolutions dues :

- aux flux entrants et sortants des **normaliens** : + **0,8 M€**,
 - aux flux entrants et sortants des personnels dits « **ENS** » (enseignants, enseignants-chercheurs et Biats hors financements sur contrats de recherche et intervenant en formation continue) : + **0,8 M€**,
 - aux flux entrants et sortants des personnels financés sur des **contrats de recherche** : + **0,4 M€** et des vacances de personnels intervenant en **formation continue** : – **0,1 M€**,
 - au **GVT** positif : + **0,3 M€**,
 - à l'impact de **mesures générales** telles que l'augmentation de la CSG et de diverses cotisations ainsi que la poursuite du PPCR : + **0,4 M€**,
- et aussi
- à un report sur 2019 du paiement d'une partie des indemnités de jury de concours conduisant à diminution des décaissements de – **0,2 M€**.

Évolution de la masse salariale en décaissement entre 2017 et 2018



La ventilation de l'ensemble des dépenses de masse salariale par grande typologie des emplois est reportée ci-dessous. Le poids de la masse salariale des normaliens augmente d'un point entre les deux exercices et représente plus de 50% des dépenses de masse salariale en décaissement.

Ventilation des dépenses de masse salariale en décaissement

Exercice	2017		2018		variation	
	(a)	poids	(b)	poids	(b)-(a)	%
Normaliens	33 215 k€	49%	34 271 k€	50%	1 056 k€	3%
Personnels « ENS » (1)	31 203 k€	46%	30 608 k€	45%	-595 k€	-2%
Contrats de recherche	2 282 k€	3%	2 716 k€	4%	434 k€	19%
Formation continue	555 k€	1%	471 k€	1%	-84 k€	-15%
Total	67 255 k€	100%	68 065 k€	100%	810 k€	1%

(1) : enseignants, enseignants-chercheurs et Biatss hors financements sur contrat de recherche et formation continue

La sous-consommation des crédits de masse salariale par typologie de personnel est donnée dans le tableau qui suit et les écarts entre les dépenses prévues au budget rectificatif et les dépenses exécutées par typologie de personnel sont ensuite commentées.

Masse salariale en décaissement : du budget prévisionnel ou budget exécuté

Exercice	2018				
	BI (a)	BR (b)	exécuté (c)	écart (c) - (b)	(c)/(b) = taux exécution
Normaliens	34 477 k€	34 477 k€	34 271 k€	-205 k€	99,4%
Personnels « ENS »	32 662 k€	31 299 k€	30 608 k€	-691 k€	97,8%
Contrats de recherche	2 824 k€	2 894 k€	2 716 k€	-178 k€	93,8%
Formation continue	489 k€	519 k€	471 k€	-48 k€	90,8%
Total	70 451 k€	69 188 k€	68 065 k€	-1 122 k€	98,4%

(1) : enseignants, enseignants-chercheurs et Biatss hors financements sur contrat de recherche et formation continue

La situation administrative de quelques normaliens n'étant pas statuée lorsque les données du budget rectificatif ont été arrêtées, les dépenses prévisionnelles ont été sous-exécutées à hauteur de – 0,2 M€ (montant correspondant à 13 normaliens pendant 4 mois).

La sous-exécution de la masse salariale pour les personnels ENS à hauteur de – 0,7 M€ est due avant tout à l'effet conjugué d'une prévision de réintégration de personnels avec potentiellement un effet rétroactif (0,2 M€), d'un décalage dans le paiement des indemnités de jury de concours (– 0,2 M€) et d'une vacance frictionnelle constatée ces dernières années.

Des embauches sur des contrats de recherche ayant été différées et celles intervenues fin 2018 n'ayant pas pu être prises en charge (arrêt de la paie de décembre au 12 novembre 2018 et avances ne consommant pas de CP), les dépenses prévisionnelles ont été surestimées ce qui conduit à une sous-consommation de – 0,2 M€.

b/ Fonctionnement hors masse salariale

La sous-consommation des crédits de fonctionnement hors masse salariale s'élève à – 3,2 M€ en AE et – 3,8 M€ en CP. Elle est avant tout liée à des dépenses financées sur conventions. Les trois principaux facteurs de la sous-exécution sont développés ci-après.

- La prise en charge depuis septembre 2017 des crédits alloués aux **CDSN** (contrats doctoraux spécifiques pour normaliens) connaît encore en 2018 des difficultés de mise en œuvre malgré les efforts entrepris auprès des partenaires pour contractualiser dans les meilleurs délais les versements de fonds. Au 31 décembre 2018, un contrat de versement au titre de la cohorte 2017 n'était toujours pas signé et 39 de la cohorte 2019 étaient encore en cours de signature, représentant au total une sous-consommation d'AE de – 1,1 M€ d'AE et de CP de – 1,2 M€ à reprogrammer en 2019.
- Les **conventions hors CDSN** sont sous-exécutées en AE à hauteur de – 1,5 M€ et en CP pour un montant de – 1,3 M€. L'activité contractuelle des laboratoires génère près de la moitié de cette sous-exécution : – 0,6 M€ en AE et – 0,7 M€ en CP, les bourses de l'Université Paris Saclay et de la FMJH dont la gestion a été centralisée à compter du mois de septembre 2018 - y contribuent à hauteur de – 0,6 M€ en AE et – 0,3 M€ en CP, le solde résultant de conventions d'échanges de service : – 0,3 M€ en AE et CP.
- Le décalage de **diverses opérations liées au transfert** de l'établissement sur le plateau de Moulon contribue pour – 0,5 M€ à la sous-consommation des AE et – 0,8 M€ en CP. Le fonds mutualisé, par exemple, n'est pas mobilisé à hauteur des crédits prévus au budget, le conventionnement du financement du centre de Langues n'est pas abouti.
- Des décaissements n'ont pas eu lieu fin 2018 et sont à reprogrammer en 2019 pour un montant de – 0,5 M€ (dépenses d'exploitation maintenance du site de Cachan).

Les dépenses de fonctionnement augmentent entre 2017 et 2018 en AE + 5,5 M€ et passent à 18,9 M€. Les CDSN contribuent à cette augmentation à hauteur de 7,0 M€ et le montant total des dépenses liées à ce poste s'élève à 10,9 M€. L'activité contractuelle relative notamment aux financements des bourses baisse de – 1,0 M€ et l'activité de formation continue liées aux actions menées conjointement avec le lycée de Cachan diminue de – 0,4 M€.

c/ Investissement

L'écart entre les dépenses d'investissement inscrites au budget rectificatif et les dépenses exécutées : – 1,0 M€ en AE (taux d'exécution de 71%) et – 1,5 M€ en CP (taux d'exécution de 52%) se décompose comme détaillé ci-après.

- La modernisation des **équipements informatiques** nécessaires à l'installation dans le nouveau bâtiment n'a été que partiellement réalisée en 2018, les études préalables au lancement ayant demandé plus de temps de prévu pour affiner le projet, et conduit à une sous-consommation des crédits à hauteur de – 0,5 M€ en AE et – 0,7 M€ en CP (1,0 M€ prévu au budget).
- Le temps nécessaire pour établir le cahier des charges d'équipements scientifiques des laboratoires et le report de la date de livraison du bâtiment minorent la consommation des crédits d'investissement : – 0,5 M€ en AE et – 0,4 M€ en CP.
- Des équipements pour la recherche et la formation ont été mis en service fin 2018 et leur paiement a été reporté sur l'exercice 2019, conduisant à une sous consommation des CP à hauteur de : – 0,4 M€.

La variation entre 2017 et 2018 est la suivante : + 0,3 M€ en AE et de – 0,4 M€ en CP, avec une dépense en 2018 de 2,1 M€ en AE et de 1,6 M€ en CP.

I.1.3/ Solde budgétaire

L'exécution 2018 fait apparaître un solde budgétaire de + 6,7 M€ pour une prévision de + 0,9 M€. Ce solde excédentaire résulte de l'effet conjugué d'une sous-exécution des CP à hauteur de – 6,4 M€ (taux d'exécution de 93 %, proche de celui de 2017 qui était de 92 %) et d'une légère sous-exécution des recettes de – 0,7 M€ (taux d'exécution de 99 %).

L'analyse des taux d'exécution des crédits de paiement depuis 2016 (entre l'exécution et les différentes prévisions (budget initial et ère année de la GBCP) budget rectificatif) permet de relever les points ci-dessous.

- La prévision de masse salariale par rapport au budget initial en 2018 s'améliore de 2 points par rapport à 2016 et 2017. Le budget rectificatif a permis de porter le taux d'exécution de 97% à 98% (niveau similaire à 2017).
- Le taux d'exécution des crédits de fonctionnement à partir de 2017 se dégrade en raison notamment du transfert de la gestion des contrats doctoraux spécifiques normaliens, le budget rectificatif de 2018 a permis de maintenir le taux à 73% contrairement à l'année 2017 où le taux d'exécution n'a été que de 63%.
- Le décalage de calendrier de construction du bâtiment s'est répercuté sur la commande des équipements scientifiques devant arriver au moment de l'installation. De plus, l'établissement du cahier des charges de ces équipements s'avère beaucoup plus long que prévu. Ainsi les prévisions d'investissement en ont été trop ambitieuses et ont dégradé les taux d'exécution. Le budget rectificatif 2018 permet toutefois de faire progresser le taux de 6 points (52% au lieu de 44%) mais il reste inférieur de 16 points à celui de 2017.

Taux d'exécution des CP depuis 2016

Taux d'exécution	2016		2017		2018		
	exécuté/BI	exécuté/BR	exécuté/BI	exécuté/BR	exécuté/BI	exécuté/BR	
Dépenses	Personnel	95%	96%	95%	98%	97%	98%
	Fonctionnement	88%	84%	75%	63%	73%	73%
	Investissement	62%	65%	77%	68%	44%	52%
Recettes	101%	101%	101%	100%	102%	99%	

I.2/ Budget en droits constatés

La présentation de l'exécution en droits constatés permet d'avoir des éléments complémentaires sur l'activité de l'établissement.

Prévision et exécution des dépenses et des recettes en droits constatés

Exercice	2017		2018					
	Dépenses exécutées	Recettes exécutées	BR	Dépenses exécutées	taux ex.	BR	Recettes exécutées	taux ex.
Fonctionnement	95 392 k€	100 151 k€	100 704 k€	95 973 k€	95,3%	101 976 k€	99 708 k€	97,8%
<i>SCSP</i>		73 545 k€				77 126 k€	77 151 k€	100,0%
<i>dont</i> <i>masse salariale</i>	67 178 k€		69 228 k€	67 811 k€	98,0%			
<i>autre</i>	8 630 k€	9 055 k€	14 330 k€	11 852 k€	82,7%	9 817 k€	8 664 k€	88,3%
<i>opérations pour ordre (1)</i>	19 584 k€	17 552 k€	17 146 k€	16 310 k€	95,1%	15 034 k€	13 893 k€	92,4%
Investissement	2 242 k€	1 076 k€	2 988 k€	1 884 k€	63,1%	676 k€	544 k€	80,4%

(1) : opérations pour ordre (amortissements et provisions)

Le montant de la SCSP en droits constatés est identique à celui encaissé, alors que les recettes enregistrées sur les activités contractuelles retracent leur degré d'avancement.

En outre, le montant des dépenses de masse salariale diffère du montant des dépenses décaissées car il prend en compte les charges à payer ainsi que les passifs sociaux.

Des charges à payer hors masse salariale sont également prises en compte telles que le reversement à effectuer aux établissements employeurs de normaliens ayant obtenu un contrat doctoral spécifique et les fluides consommés sur la fin 2018.

Enfin, des opérations pour ordre relatives aux amortissements et aux provisions impactent également le budget en droits constatés.

I.2.1/ Recettes

• Produits

Entre les exercices 2017 et 2018, on constate une baisse de – 0,4 M€ des produits. Cette évolution cache des variations différentes.

- Comme indiqué précédemment, la **SCSP** augmente de + **3,6 M€** entre 2017 et 2018, cette évolution étant avant tout technique (CDSN, CSG, PPCR, point d'indice...) pour un montant total de + 3,5 M€ et comprend aussi une contribution au financement du GVT à hauteur de 0,1 M€. Or opérations pour ordre, la part de la SCSP augmente de près d'un point entre les exercices 2017 et 2018 et est de près 90%.
- Les recettes de la catégorie **autre** diminuent de – **0,4 M€**. Cette variation résulte d'une baisse de l'activité contractuelle qui a déjà été évoquée dans la partie encaissement et sera détaillée après. Cette baisse est minorée par un titre de recette à hauteur de 0,3 M€ qui a été émis consécutivement au constat de situations de rupture d'engagement décennal de 10 normaliens.
- Les **opérations pour ordre** diminuent de – **3,6 M€** dont – **1,0 M€** suite à une demande des commissaires aux comptes d'actualiser la date de fin des amortissements en fonction de la date prévisionnelle de réception des travaux communiquées à ce jour, à savoir le 5 juillet 2019.

Évolution des recettes de fonctionnement en droits constatés

Exercice	2017			2018			variation	
	Recettes (b)	Poids	hors op. p.o. (1)	Recettes (b)	Poids	hors op. p.o. (1)	(b) - (a)	%
Fonctionnement	100 151 k€			99 708 k€			-443 k€	-0,5%
<i>masse salariale</i>	72 435 k€	72,3%	87,7%	72 715 k€	72,9%	84,7%	280 k€	0,4%
<i>CDSN</i>	1 109 k€	1,1%	1,3%	4 436 k€	4,4%	5,2%	3 327 k€	
<i>autres</i>	9 055 k€	9,0%	11,0%	8 664 k€	8,7%	10,1%	-391 k€	-4,7%
<i>opérations pour ordre (1)</i>	17 552 k€	17,5%		13 893 k€	13,9%		-3 659 k€	-20,8%

(1) : opérations pour ordre (amortissements et provisions)

Les données reportées dans le tableau ci-dessous sont celles de l'indicateur contractuel correspondant aux produits hors SCSP des exercices 2014 à 2018.

Évolution des recettes de fonctionnement hors SCSP (indicateur contractuel n°10)

	2014	2015	2016	2017	2018	écart 2018-2017
Droits d'inscription	390 k€	375 k€	409 k€	533 k€	636 k€	103 k€
Formation continue	638 k€	1 042 k€	892 k€	1 103 k€	795 k€	-307 k€
Taxe d'apprentissage	180 k€	104 k€	152 k€	179 k€	142 k€	-37 k€
Prestations de recherche	1 803 k€	2 409 k€	2 013 k€	2 365 k€	2 537 k€	172 k€
ANR investissements d'avenir	1 199 k€	1 643 k€	1 299 k€	894 k€	609 k€	-285 k€
ANR hors investissements d'avenir	765 k€	916 k€	444 k€	511 k€	675 k€	164 k€
Subventions Régions	124 k€	61 k€	51 k€	158 k€	47 k€	-110 k€
Subventions Union européenne	955 k€	904 k€	453 k€	632 k€	506 k€	-127 k€
Autres subventions	1 135 k€	783 k€	763 k€	1 229 k€	684 k€	-545 k€
Dons et legs des formations				4 k€		-4 k€
Produits exceptionnels		38 k€				
Autres ressources propres	1 881 k€	1 659 k€	1 780 k€	1 449 k€	2 117 k€	668 k€
Total	9 069 k€	9 933 k€	8 256 k€	9 056 k€	8 749 k€	-307 k€

Les variations de recettes entre 2014 et 2018 sont résumées de la sorte. Les prestations de recherche augmentent de +0,7 M€ (40% de progression). Les subventions hors SCSP diminuent de -1,7 M€. Entre 2014 et 2016, l'absence de contrats européens signés en gestion École a conduit à un niveau de ressources plus faible (des contrats en gestion CNRS ont été signés, et 4 chercheurs des laboratoires de l'École ont été lauréats d'une ERC entre 2013 et 2016 : 2 d'entre eux ont muté juste après leur obtention et les 2 autres sont gérées par le CNRS). Les recettes des contrats européens proviennent principalement du master Erasmus Mundus (Monabiphot).

L'augmentation des droits d'inscription entre 2014 et 2018 (+ 0,2 M€) résulte essentiellement de la mise en place du diplôme de l'ENS Paris-Saclay à la rentrée 2016-2017.

Entre 2015 et 2017, la formation continue a connu une augmentation de son activité grâce à la réussite aux appels d'offres de formation de la région Ile-de-France.

Les variations entre l'exercice 2017 et 2018 résultent :

- de l'augmentation des droits d'inscription au diplôme de l'ENS Paris-Saclay (+ 0,1 M€),
- du déclenchement de la procédure de demande de remboursement suite à la rupture de l'engagement décennal par des élèves normaliens (+ 0,3 M€) ;
- de conventions d'échanges (+ 0,1 M€) ;
- de l'activité contractuelle recherche (– 0,5 M€) ;
- de la fin de gestion d'actions de formation continue du lycée de Cachan dans la perspective de l'établissement sur le plateau de Moulon (– 0,3 M€).

• **Ressources**

Les recettes diminuent de – 0,5 M€ en 2018 par rapport à 2017. Au cours de l'exercice 2017 des équipements importants ont été acquis, notamment une machine de fabrication additive (financement IRS, 0,9 M€) et de nœuds de calculs pour le cluster Fusion CPER en 2018 (financement CPER, 0,4 M€).

I.2.2/ Dépenses

• **Masse salariale**

Tout comme les dépenses de masse salariale en décaissement, les dépenses en droits constatés augmentent entre les deux exercices :

+ 0,6 M€. Les dépenses s'élèvent en 2018 à **67,8 M€** et elles représentent 85% des dépenses de fonctionnement en droits constatés hors opérations pour ordre, contre 88,6% en 2017. La diminution du poids de la masse salariale diminue pour des raisons techniques suite à la prise en compte d'une cohorte supplémentaire de CDSN (dépense comptabilisée en fonctionnement).

La différence entre les dépenses de masse salariale en décaissement et en droits constatés provient :

- des charges à payer (indemnités de jury de concours et avances de salaire : 0,2 M€ en 2018 contre 0,1 M€ en 2017),
- des passifs sociaux (congrés annuels et compte épargne temps, 0,5 M€ en 2018 contre 1,0 M€ en 2017).

En 2018, le taux d'exécution de la masse salariale s'élève à 98,0%, soit une sous-consommation à hauteur de - 1,4 M€ par rapport à la prévision d'exécution réajustée lors de l'unique budget rectificatif. Ce taux était de 97,6% en 2017.

Le budget prévisionnel prévoyait une augmentation des passifs sociaux de + 0,3 M€ entre 2017 et 2018. Le budget exécuté conduit au contraire à une diminution de - 0,4 M€, soit une diminution pour ce poste - 0,7 M€ entre 2017 et 2018, justifiant la diminution constatée.

• **Fonctionnement hors masse salariale**

Exécution des dépenses de fonctionnement hors masse salariale en droits constatés

Exercice	2017			2018			variation	
	Dépenses (b)	Poids	hors op. p.o. (1)	Dépenses (b)	Poids	hors op. p.o. (1)	(b) - (a)	%
Fonctionnement hors masse salariale	28 214 k€			28 161 k€			-53 k€	-0,2%
hors op. pour ordre (1)	8 630 k€	30,6%		11 852 k€	42,1%		3 222 k€	40,7%
dont CDSN	991 k€	11,5%	11,5%	4 027 k€	34,0%	34,0%	3 036 k€	
dont autres	7 639 k€	27,1%	88,5%	7 824 k€	27,8%	66,0%	186 k€	2,3%
opérations pour ordre (1)	19 584 k€	69,4%		16 310 k€	57,9%		-3 274 k€	-16,4%

(1) : opérations pour ordre (amortissements et provisions)

Le montant des dépenses de fonctionnement hors opérations pour ordre et reversement du financement des CDSN évolue peu entre 2017 et 2018 : + 0,2 M€.

Entre les exercices 2017 et 2018, deux postes varient de manière conséquente :

- les charges décaissables: + 3,2 M€ résultant essentiellement des reversements réalisés au titre des CDSN (+ 3,0 M€),
- des opérations pour ordre : – 3,3 M€ incluant la correction de date de fin des amortissements,

sans toutefois générer d'évolution significative du total des dépenses de fonctionnement (– 0,1 M€).

- Investissement

Le montant des investissements en 2018 s'élève à 1,9 M€. La baisse des investissements (– 4,0 M€ par rapport à 2017 et – 1,1 M€ par rapport au budget rectificatif) s'explique ainsi :

- L'achat d'équipements informatiques (avec cependant + 0,3 M€ par rapport à 2017) n'a pu se réaliser au rythme prévue (sous-exécution de – 0,5 M€ par rapport au budget rectificatif),
- Les équipements financés sur les conventions sont en baisse de – 0,8 M€ par rapport à 2017 en raison de la mise en service de la machine de fabrication additive sur 2017 (sous-exécution de – 0,1 M€ par rapport au budget rectificatif),
- Les premiers marchés publics relatifs au renouvellement des équipements scientifiques nécessaires à l'installation dans le nouveau bâtiment financé par le fonds mutualisé (+ 0,1 M€ par rapport à 2017) ne se sont pas concrétisés par l'ensemble des livraisons escomptées (sous-exécution – 0,5 M€ par rapport au budget rectificatif).

I.2.3/ Grands agrégats

Les grands agrégats du budget exécuté en droits constatés de l'exercice 2018, en diminution par rapport à ceux du budget 2017, sont les suivants :

- résultat excédentaire : + 3,7 M€,
- capacité d'autofinancement : + 6,2 M€,
- apport au fonds de roulement : + 4,8 M€.

Grands agrégats du budget principal

	exécuté 2017	BR 2018	exécuté 2018
Résultat de l'exercice	4 759 k€	1 272 k€	3 736 k€
Capacité d'autofinancement	6 802 k€	3 385 k€	6 152 k€
Apport au fonds de roulement	4 945 k€	1 073 k€	4 812 k€

Le résultat excédentaire est la conséquence d'un taux d'exécution des produits supérieur de plus de 3 points à celui des charges, comme indiqué dans le tableau synthétique ci-dessous. L'écart de + 2,5 M€ entre l'exécution 2018 et le budget rectificatif se justifie essentiellement par les postes suivants :

- une sous-exécution de la masse salariale des personnels ENS et normaliens à hauteur de **- 1,0 M€**,
- des passifs sociaux (congrés annuels et compte épargne temps) conduisant à une réduction de l'enveloppe de **- 0,4 M€** alors qu'il était prévu au budget une augmentation de **+ 0,3 M€**, cet écart de **- 0,7 M€** conduit à augmenter le résultat,
- une sous-exécution des dépenses courantes de fonctionnement pour un montant de **- 0,7 M€**,
- des provisions qui n'avaient pas été prévues au budget pour les biens qui ne seront pas déménagés, une remise en état du site et des ARE (allocation chômage d'aide au retour à l'emploi) pour les normaliens élèves, le tout à hauteur de **+ 0,5 M€**.

Compte de résultat : du budget rectificatif au budget exécuté							
Charges				Produits			
	BR	exécuté	taux exécut°		BR	exécuté	taux exécut°
Personnel	69 228 k€	67 811 k€	98%	Subventions de l'Etat	77 188 k€	77 151 k€	100%
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	31 476 k€	28 161 k€	89%	Autres subventions	2 823 k€	2 580 k€	91%
				Autres produits	21 965 k€	19 977 k€	91%
Total des charges	100 704 k€	95 973 k€	95%	Total des produits	101 976 k€	99 708 k€	98%
Résultat : bénéfice	1 272 k€	3 736 k€		Résultat : perte			
Total de l'équilibre du compte de résultat	101 976 k€	99 708 k€	98%	Total de l'équilibre du compte de résultat	101 976 k€	99 708 k€	98%

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) : du budget rectificatif au budget exécuté			
	BR	exécuté	taux exécut°
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 272 k€	3 736 k€	
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17 146 k€	16 310 k€	95%
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	15 034 k€	13 893 k€	92%
CAF	3 385 k€	6 152 k€	

Tableau de financement : du budget rectificatif au budget exécuté							
Emplois				Ressources			
	BR	exécuté	taux exécut°		BR	exécuté	taux exécut°
Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement	3 385 k€	6 152 k€	
Investissements	2 988 k€	1 884 k€	63%	Financement de l'actif par l'État			
				Financement de l'actif par des tiers autres	676 k€	544 k€	80%
Total des emplois	2 988 k€	1 884 k€	63%	Total des ressources	4 061 k€	6 696 k€	165%
Apport au fonds de roulement	1 073 k€	4 812 k€		Prélèvement sur le fonds de roulement			

II/ Budget de l'opération immobilière

II.1/ Budget en encaissements et décaissements

Les données du budget prévisionnel et du budget exécuté en AE et CP, et en encaissement sont données ci-dessous.

AE, CP et solde budgétaire : du budget prévisionnel au budget exécuté							
Dépenses					Recettes		
	AE 2018		CP 2018		2018		
	BR	exécuté	BR	exécuté	BR	exécuté	
Personnel						SCSP	
Fonctionnement	120 k€	22 k€	100 k€	40 k€	57 200 k€	57 200 k€	
Investissement	12 000 k€	6 419 k€	86 000 k€	79 873 k€			
Total	12 120 k€	6 441 k€	86 100 k€	79 913 k€	57 200 k€	57 200 k€	
Solde budgétaire : excédent					28 900 k€	22 713 k€	Solde budgétaire : déficit

L'écart entre les crédits en AE et CP inscrits au budget prévisionnel et exécutés provient d'un avancement moindre du chantier dû aux difficultés rencontrées et aux retards pris par les entreprises des lots gros œuvre, clos couvert et ascenseurs. Ce décalage de calendrier a un impact sur les autres lots, principalement les lots fluides et aménagements intérieurs. Il a également conduit à reporter en 2019 le marché Wifi (AE = 1 M€) ainsi que l'engagement des révisions de prix au titre de l'année 2018 (AE = 4 M€).

Le montant cumulé des CP exécutés à la fin 2018 s'élève à 128,8 M€, représentant 48% du montant total des financements attendus.

En recette, un versement de 57,2 M€ a été constaté en 2018 portant le montant total encaissé depuis le début de l'opération à 195,3 M€, soit 73% du montant total du financement.

II.2/ Budget en droits constatés

Le budget en droits constatés traduit le niveau d'avancement des travaux. L'assurance pendant le chantier (assurance tous risques chantier et responsabilité civile) impacte l'exercice 2018 (assurance payée en 2016).

Le retard dans l'exécution du chantier se répercute au niveau du budget en droits constatés comme indiqué dans le tableau ci-après.

Un apport au fonds roulement de + 0,5 M€ est constaté en raison du traitement d'une retenue. Cet apport n'est pas mobilisable car il est d'ores et déjà gagé sur le financement du bâtiment.

Compte de résultat prévisionnel : du budget prévisionnel au budget exécuté					
Charges			Produits		
	BR	exécuté		BR	exécuté
Personnel			Subventions de l'Etat		
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	196 k€	97 k€	Autres subventions	196 k€	97 k€
			Autres produits		
Total des charges	196 k€	97 k€	Total des produits	196 k€	97 k€
Résultat : bénéfice	0 k€	0 k€	Résultat : perte		
Total de l'équilibre du compte de résultat	196 k€	97 k€	Total de l'équilibre du compte de résultat	196 k€	97 k€

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) : du budget prévisionnel au budget exécuté		
	BR	exécuté
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	0 k€	0 k€
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		1 k€
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		1 k€
CAF	0 k€	

Tableau de financement : du budget prévisionnel au budget exécuté					
Emplois			Ressources		
	BR	exécuté		BR	exécuté
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	0 k€	
Investissements	86 000 k€	80 400 k€	Financement de l'actif par l'État		
			Financement de l'actif par des tiers autres	86 000 k€	80 945 k€
Total des emplois	86 000 k€	80 400 k€	Total des ressources	86 000 k€	80 945 k€
Apport au fonds de roulement	0 k€	545 k€	Prélèvement sur le fonds de roulement		

Partie B : Analyse comptable

Les quelques indicateurs présentés ci-dessous permettent d'apprécier la situation financière de l'année 2018.

Le compte de résultat 2018 est positif et s'élève à 3 736 k€, en diminution de 21% par rapport à 2017. La dépense progresse de façon modérée (+1.5%) alors que la recette augmente très légèrement (+ 0,3 %).

Ce résultat excédentaire génère une capacité d'autofinancement (CAF) de 6 152 k€, en diminution de 10 % par rapport à 2017.

À noter que pour le budget principal, cette CAF est nettement supérieure au niveau des investissements sur fonds propres.

I/ Fonds de roulement

La CAF et les autres ressources (87 641 k€) étant supérieures aux emplois/investissements (82 284k€) font ainsi varier positivement le fonds de roulement de + 5 357k€ (+ 5 671 k€ en 2017).

À la fin de l'exercice 2018, le fonds de roulement s'élève à 32 627 k€, soit une augmentation de 20% par rapport à 2017. Il intègre le fonds stratégique « FOSTER » doté de 8 000 k€ après affectation d'une partie du résultat de 2017.

II/ Besoin en fonds de roulement

Comme les années précédentes, le besoin en fonds de roulement est négatif (- 80 717 k€). Dit autrement, l'ENS encaisse plus vite ses recettes qu'elle ne décaisse ses dépenses. Cette situation est classique pour un établissement public dont le modèle économique repose sur les fluctuations de son BFR quasi-uniquement en fonction du rythme des versements de fonds en provenance de l'État.

À noter cependant que cette variation du besoin en fonds de roulement est positive entre 2017 et 2018 + 4 019 k€. Cette évolution est liée au développement de l'activité de l'ENS, mais elle doit être surveillée durant l'exercice 2019.

III/ Trésorerie

La trésorerie est obtenue par la différence entre les 2 agrégats précédents (FDR-BFDR). Elle est nettement positive fin 2018 (+ 113 343 k€), en progression de 1 337 k€ par rapport à 2017. Il doit être précisé qu'un versement en avance de calendrier effectué fin décembre par l'ANR a impacté significativement cette évolution. Sans ce versement de 32 500 k€, la trésorerie aurait diminué en lien avec le rythme des travaux sur le site de Saclay.

La trésorerie propre (hors budget Saclay) est en augmentation par rapport à 2017(+ 6 985 k€) et en progression en pourcentage du fonds de roulement ; attestant de la capacité de l'ENS à transformer rapidement ses recettes constatées en recettes encaissées.

La trésorerie de l'établissement, d'un montant de 113 343 k€, est destinée à 67% au financement du projet immobilier.

La trésorerie propre représente actuellement 36 805 k€.

IV/ Soutenabilité

- **À court ou moyen terme**

La situation est jugée plutôt favorable suivant les critères recommandés par la circulaire des Opérateurs pour 2019 : évolution positive du fonds de roulement et de la trésorerie ; malgré une augmentation du besoin en fonds de roulement et un solde budgétaire négatif (c'est bien sûr le poids de l'opération Saclay qui entraîne un décalage de flux de trésorerie négatif, compensé par des encaissements fléchés antérieurs à 2018).

- **À long terme**

Les restes à payer (AE-CP) représentent les décaissements futurs certains et donc la partie de la trésorerie qu'il faudra mobiliser quoiqu'il arrive sur les exercices à venir

À l'ENS, leur évolution est en diminution sensible entre la fin 2017 (145 790 k€) et la clôture 2018 (81 530 k€). La tendance est donc favorable.

Rapportés au niveau de la trésorerie actuelle, ces restes à payer sont largement couverts par cette dernière (113 343 k€).

Dans une vision plus dynamique, le tableau des opérations pluriannuelles (contrats de recherche, opération immobilière, équipements Foster) nous apprend qu'il reste à payer à partir de 2019 un montant de 164 577 k€. Dans le même temps, les recettes restant à encaisser liées à ces opérations pluriannuelles s'élèvent à 50 951 k€. Pour éviter toute rupture de trésorerie, la différence (113 626 k€) doit donc être couverte par la trésorerie présente et future. Or la trésorerie actuelle est équivalente à 113 343 k€, soit quasiment le montant à financer.

Toute chose égale par ailleurs, les échéanciers de crédits de paiements de ces opérations ne sont pas susceptibles de mettre en difficulté la situation financière de l'ENS.

Il peut être avancé que la programmation actuelle des projets de l'établissement est en adéquation avec la capacité de faire face à ces engagements grâce à sa trésorerie.

En conclusion, la situation financière de l'ENS Paris Saclay est saine ; sans risque à moyen terme de déséquilibre.

Propriet

Partie C : Tableaux du budget agrégé

Propriet

Tableau des ETPT

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)			(B)			(C) = (A) + (B)		
Catégories d'emplois			Emplois sous plafond Etat			Emplois financés hors SCSP			Global		
Nature des emplois			En ETPT			En ETPT			En ETPT		
			Exécuté 2017	BR 2018	Exécuté 2018	Exécuté 2017	BR 2018	Exécuté 2018	Exécuté 2017	BR 2018	Exécuté 2018
Enseignants, enseignants- chercheurs,	Permanents	Titulaires	154	172	149				154	172	149
		CDI							0	1	1
	Non permanents	CDD	74	83	76	47	61	54	120	144	130
Sous-total EC			227	255	225	47	62	54	287	317	279
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			882	982	903				882	982	903
BIATSS	Permanents	Titulaires	161	167	146				161	167	146
		CDI	6	7	7	11	10	10	17	17	18
	Non permanents	CDD	26	39	31	29	33	31	54	72	62
sous-total Biatss			193	213	184	39	43	41	232	256	226
Total			1302	1450	1312	86	105	96	1388	1555	1408
Rappel du plafond des emplois fixé par			1 450						Plafond global des emplois		

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Etablissement AGREGE

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses							Recettes			
	AE			CP			Recettes			
	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	
Personnel	67 255 117,29	69 187 979,00	68 065 495,92	67 255 117,29	69 187 979,00	68 065 495,92	83 966 449,62	87 430 928,00	86 740 374,40	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	21 316 395,00	21 523 510,00	21 405 132,00	21 316 395,00	21 523 510,00	21 405 132,00	73 606 510,00	77 125 519,00	77 067 634,00	Subvention pour charges de service public
							595 903,83	187 573,00	155 225,11	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	13 425 226,22	22 151 130,00	18 876 369,02	7 309 765,29	14 344 437,00	10 464 687,81	4 140 960,85	3 678 131,00	2 991 573,35	Autres financements publics
<i>Dont AE = CP</i>							5 623 074,94	6 439 705,00	6 525 941,94	Recettes propres
<i>Dont AE <> CP</i>							-	-	-	
							113 703 386,00	57 200 000,00	57 200 000,00	Recettes fléchées **
							-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	13 088 114,72	15 322 516,00	8 780 348,60	30 753 187,46	89 067 516,00	81 457 240,34	113 703 386,00	57 200 000,00	57 200 000,00	Autres financements publics fléchés
<i>Dont AE = CP</i>							-	-	-	Recettes propres fléchées
<i>Dont AE <> CP</i>							-	-	-	
TOTAL DES DÉPENS	93 768 458,23	106 661 625,00	95 722 213,54	105 318 070,04	172 599 932,00	159 987 424,07	197 669 835,62	144 630 928,00	143 940 374,40	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent				92 351 765,58				27 969 004,00	16 047 049,67	Déficit - Solde budgétaire

DEPENSES PAR DESTINATIONS

Etablissement AGREGE

Budget	Dépenses de l'organisme								
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	Personnel	Personnel	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement	AE	CP	
Formation initiale et continue	49 086 356,67	49 086 356,67	12 218 176,39	3 713 217,68	382 107,34	292 822,39	61 686 640,40	53 092 396,74	= D101+D102+D103
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	13 320 498,53	13 320 498,53	686 920,17	265 784,07	77 383,07	75 138,47	14 084 801,77	13 661 421,07	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	32 853 038,54	32 853 038,54	625 884,41	562 009,26	304 724,27	217 683,92	33 783 647,22	33 632 731,72	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 912 819,60	2 912 819,60	10 905 371,81	2 885 424,35	-	-	13 818 191,41	5 798 243,95	
D105 - Bibliothèques et documentation	454 867,32	454 867,32	248 222,70	261 746,43	-	-	703 090,02	716 613,75	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	493 804,06	493 804,06	181 666,92	152 798,36	12 057,48	8 608,82	687 528,46	655 211,24	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et	2 444 616,27	2 444 616,27	460 268,21	472 920,14	39 226,80	46 140,16	2 944 111,28	2 963 676,57	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 338 254,98	4 338 254,98	906 250,18	827 273,05	1 268 122,75	705 640,89	6 512 627,91	5 871 168,92	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	41 530,29	41 530,29	-	-	-	-	41 530,29	41 530,29	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	1 386 808,26	1 386 808,26	241 813,88	234 777,20	7 002,97	6 788,71	1 635 625,11	1 628 374,17	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	46 302,61	46 302,61	164 137,56	136 418,62	113 432,57	112 113,26	323 872,74	294 834,49	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-	
D114 - Immobilier	2 361 491,93	2 361 491,93	2 787 051,16	2 650 577,43	6 483 214,33	79 888 059,20	11 631 757,42	84 900 128,56	
D115 - Pilotage et support	7 222 634,50	7 222 634,50	1 162 629,61	1 279 396,24	472 661,35	394 317,02	8 857 925,46	8 896 347,76	
Étudiants	188 829,03	188 829,03	506 152,41	735 562,85	2 523,01	2 749,89	697 504,45	927 141,77	=D201+D202+D203
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	502 395,86	732 674,32	-	-	502 395,86	732 674,32	
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	188 829,03	188 829,03	3 756,55	2 888,53	2 523,01	2 749,89	195 108,59	194 467,45	
Total	68 065 495,92	68 065 495,92	18 876 369,02	10 464 688,00	8 780 348,60	81 457 240,34	95 722 213,54	159 987 424,26	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)									

RECETTES PAR ORIGINES

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	77 067 634,00	-	-	-	-	-	-	-	77 067 634,00
Droits d'inscription	-	-	-	-	679 679,40	-	-	-	679 679,40
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	976 791,46	-	-	-	976 791,46
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	141 842,25	-	-	-	141 842,25
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 040 952,28	-	-	-	3 040 952,28
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	720 098,76	-	-	57 200 000,00	-	57 920 098,76
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	913 874,76	-	-	-	-	913 874,76
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	42 700,70	-	-	-	-	42 700,70
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	433 589,47	-	-	-	-	433 589,47
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	155 225,11	-	881 309,66	-	-	-	-	1 036 534,77
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	1 686 676,55	-	-	-	1 686 676,55
Total	77 067 634,00	155 225,11	-	2 991 573,35	6 525 941,94	-	57 200 000,00	-	143 940 374,40
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)									16 047 049,86

Tableau 4 Équilibre financier

ETABLISSEMENT:

Agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	16 047 049,67		Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>		6 665 488,18	<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>	22 712 537,85		<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ;			Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;			Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements			Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)			Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	17 553 695,72	34 937 955,11	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	33 600 745,39	34 937 955,11	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	1 337 209,72		Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>		5 647 803,37	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>	6 985 013,58		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	34 937 955,11	34 937 955,11	TOTAL DES FINANCEMENTS

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 47311	sécurité sociale étudiante	0,00	0,00
TOTAL			0,00	0,00

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

ETABLISSEMENT	Agrégé		
POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			
Compte de résultat prévisionnel			
CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	66 827 463,30	Subventions de l'Etat	77 151 253,67
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	21 287 343,43	Fiscalité affectée	0,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	29 242 010,47	Autres subventions	2 676 095,81
		Autres produits	19 977 797,07
TOTAL DES CHARGES (1)	96 069 473,77	TOTAL DES PRODUITS (2)	99 805 146,55
Résultat prévisionnel : <i>bénéfice</i> (3) = (2) - (1)	3 735 672,78	Résultat prévisionnel : <i>perte</i> (4) = (1) - (2)	0,00
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	99 805 146,55	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	99 805 146,55

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 735 672,78
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 310 190,12
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-199 484,38
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	-1 408,19
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-13 692 701,55
= CAF ou IAF*	6 152 268,78

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	0	Capacité d'autofinancement*	6 152 268,78
		Financement de l'actif par l'État	349 996,56
Investissements	82 284 239,40	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	81 137 184,67
		Autres ressources	1 408,19
Remboursement des dettes financières	0,00	Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	82 284 239,40	TOTAL DES RESSOURCES (6)	87 640 858,20
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	5 356 618,80	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	5 356 618,80
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	4 019 409,08
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	1 337 209,72
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	32 626 668,60
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-80 716 721,74
Niveau de la TRESORERIE	113 343 390,34

Plan de Trésorerie

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	18 903 313,85	1 554 382,94	1 554 008,91	19 398 508,65	551 911,35	756 732,67	27 595 319,76	274 770,91	981 403,06	12 300 467,54	677 655,58	2 191 508,18	86 739 983,40
Subvention pour charges de service public	18 900 739,00	0,00	0,00	18 900 739,00	0,00	0,00	26 807 016,00	0,00	0,00	11 340 434,00	0,00	1 118 706,00	77 067 634,00
Autres financements de l'Etat	0,00	4 145,22	45 391,00	70 217,90	0,00	34 919,28	0,00	0,00	0,00	0,00	551,71	0,00	155 225,11
Fiscalité affectée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics	0,00	192 132,29	831 817,83	184 410,18	314 336,37	357 897,79	195 291,58	34 691,66	210 509,60	302 563,00	172 015,19	195 907,86	2 991 573,35
Recettes propres	2 574,85	1 358 105,43	676 800,08	243 141,57	237 574,98	363 915,60	593 012,18	240 079,25	770 893,46	657 470,54	505 088,68	876 894,32	6 525 550,94
A2. Recettes budgétaires fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 200 000,00	0,00	0,00	0,00	57 200 000,00
Financements de l'Etat fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres financements publics fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 200 000,00	0,00	0,00	0,00	57 200 000,00
Recettes propres fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A3. Opérations non budgétaires	1 242 159,26	-547 866,12	-332 247,78	181 686,02	-33 149,19	-25 685,36	282 313,41	737 865,50	69 971,49	426 230,13	1 189 478,83	31 747 589,92	34 938 346,11
Nouveaux emprunts													0,00
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													0,00
TVA encaissée													0,00
Autres encaissements sur comptes de tiers	1 242 159,26	-547 866,12	-332 247,78	181 686,02	-33 149,19	-25 685,36	282 313,41	737 865,50	69 971,49	426 230,13	1 189 478,83	31 747 589,92	34 938 346,11
A. TOTAL	20 145 473,11	1 006 516,82	1 221 761,13	19 580 194,67	518 762,16	731 047,31	27 877 633,17	1 012 636,41	58 251 374,55	12 726 697,67	1 867 134,41	33 939 098,10	178 878 329,51
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	158 363,91	687 262,59	6 564 912,52	6 518 593,14	12 405 234,01	7 034 781,23	6 489 199,63	219 821,58	7 557 964,31	12 377 510,33	7 287 868,18	12 737 011,79	80 038 523,22
Personnel	0,00	2 318,61	5 581 821,56	5 489 121,63	11 329 577,11	5 530 289,05	5 657 785,95	38 579,76	6 009 456,85	10 847 721,37	5 872 098,21	11 706 725,82	68 065 495,92
Fonctionnement	151 901,53	666 615,78	950 004,38	989 048,19	1 032 198,73	1 466 607,26	795 065,18	174 857,82	1 444 765,30	1 137 550,33	763 510,03	816 413,28	10 388 537,81
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	6 462,38	18 328,20	33 086,58	40 423,32	43 458,17	37 884,92	36 348,50	6 384,00	103 742,16	392 238,63	652 259,94	213 872,69	1 584 489,49
B2. Dépenses sur recettes fléchées	1 679 995,45	4 492 947,18	8 859 799,09	1 919 494,38	5 060 521,20	7 413 154,33	7 093 527,48	6 158 312,30	8 328 683,47	8 446 197,16	9 248 261,61	11 248 007,20	79 948 900,85
Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	3 410,37	4 983,17	2 523,27	2 004,09	2 408,11	39 353,16	6 608,15	0,00	2 877,90	3 311,36	2 786,33	5 884,09	76 150,00
Intervention													0,00
Investissement	1 676 585,08	4 487 964,01	8 857 275,82	1 917 490,29	5 058 113,09	7 373 801,17	7 086 919,33	6 158 312,30	8 325 805,57	8 442 885,80	9 245 475,28	11 242 123,11	79 872 750,85
B3. Opérations non budgétaires	6 034 025,95	5 282 816,72	-3 759 405,60	6 855 620,16	-3 190 496,06	-1 082 023,63	4 838 761,44	-29 999,89	6 336 009,00	-2 844 685,26	2 513 200,93	-3 400 128,04	17 553 695,72
Remboursements d'emprunts													
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													
TVA décaissée													
Autres décaissements sur comptes de tiers	6 034 025,95	5 282 816,72	-3 759 405,60	6 855 620,16	-3 190 496,06	-1 082 023,63	4 838 761,44	-29 999,89	6 336 009,00	-2 844 685,26	2 513 200,93	-3 400 128,04	17 553 695,72
B. TOTAL	7 872 385,31	10 463 026,49	11 665 306,01	15 293 707,68	14 275 259,15	13 365 911,93	18 421 488,55	6 348 133,99	22 222 656,78	17 979 022,23	19 049 330,72	20 584 890,95	177 541 119,79
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	12 273 087,80	-9 456 509,67	-10 443 544,88	4 286 486,99	-13 756 496,99	-12 634 864,62	9 456 144,62	-5 335 497,58	36 028 717,77	-5 252 324,56	-17 182 196,31	13 354 207,15	1 337 209,72
SOLDE CUMULE (1) + (2)	124 279 268,42	114 822 758,75	104 379 213,87	108 665 700,86	94 909 203,87	82 274 339,25	91 730 483,87	86 394 986,29	122 423 704,06	117 171 379,50	99 989 183,19	113 343 390,34	= total de la classe 5

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à 2018 non dénouées	2018	2019	2020	2021
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		89 224 262	66 511 724	50 416 724	18 332 968
Recettes fléchées (b)	138 140 000	57 200 000	69 110 000	3 715 137	-
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés	138 140 000	57 200 000	69 110 000	3 715 137	
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées (c)	48 915 738	79 912 538	85 205 000	35 798 893	18 332 968
Personnel	0	0	0	0	0
AE=CP					
Fonctionnement et intervention					
AE	3 789 790	21 901	223 435	30 595 682	18 251 923
CP	3 720 669	39 787	185 000	30 604 307	18 332 968
Investissement					
AE	183 621 021	6 419 030	25 242 355		
CP	45 195 069	79 872 751	85 020 000	5 194 586	
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	89 224 262	- 22 712 538	- 16 095 000	- 32 083 756	- 18 332 968

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Sciences de la vie, Biotech. et Santé	1 066 214	270 647	270 647	-	175 043	175 043	270 647	270 647	-	157 680	157 680	620 525	17 363
Mathématiques, Sc. et techniques de l'info	9 316 975	2 423 384	2 423 384	-	1 997 362	1 997 362	2 423 384	2 423 384	-	1 975 315	1 975 315	4 896 229	22 047
Physique, Chimie, Sciences pour l'ingénieur	10 939 420	2 399 701	2 399 701	-	2 146 094	2 146 094	2 399 701	2 399 701	-	1 815 597	1 815 597	6 393 625	330 497
Sciences de l'homme et de la société	1 795 893	422 651	422 651	-	354 486	354 486	422 651	422 651	-	349 782	349 782	1 018 756	4 703
Interdisciplinaire et transversale	1 122 017	146 309	146 309	-	163 883	163 883	146 309	146 309	-	151 649	151 649	811 825	12 234
Total contrats de recherche	24 240 519	5 662 692	5 662 692	-	4 836 868	4 836 868	5 662 692	5 662 692	-	4 450 024	4 450 024	13 740 960	386 844
Actions ENS	395 797	14 870	14 870	-	52 822	52 822	14 819	14 819	-	52 082	52 082	328 105	791
Actions Lycées	1 532 081	443 722	443 722	-	337 999	337 999	393 916	393 916	-	381 439	381 439	750 359	6 367
Total contrats de formation continue	1 927 878	458 592	458 592	-	390 821	390 821	408 734	408 734	-	433 521	433 521	1 078 464	7 158
Pas de contrats													
Total contrats d'enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2012-0225 Saclay	268 165 135	187 410 811	187 410 811	-	6 440 931	6 440 931	48 915 738	48 915 738	-	78 912 538	78 912 538	74 313 393	66 023 466
Equipements scientifiques des laboratoires FOSTER	10 000 000	-	-	-	536 987	536 987	-	-	-	253 801	253 801	9 463 013	283 187
Total programmes pluriannuels d'investissement	278 165 135	187 410 811	187 410 811	-	6 977 918	6 977 918	48 915 738	48 915 738	-	79 166 339	79 166 339	83 776 406	66 306 653
Total	304 333 532	193 532 095	193 532 095	-	12 205 607	12 205 607	54 987 164	54 987 164	-	84 049 883	84 049 883	98 595 830	66 700 655

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Sciences de la vie, Biotech. et Santé	1 066 214	-	1 066 214	533 098	196 857	336 259
Mathématiques, Sc. et techniques de l'info	9 316 975	-	9 316 975	2 492 823	2 372 233	4 451 919
Physique, Chimie, Sciences pour l'ingénieur	10 939 420	-	10 939 420	4 799 061	2 282 421	3 857 938
Sciences de l'homme et de la société	1 795 893	-	1 795 893	914 065	234 268	647 560
Interdisciplinaire et transversale	1 122 017	-	1 122 017	194 370	402 395	525 252
Total contrats de recherche	24 240 519	-	24 240 519	8 933 417	5 488 175	9 818 928
Actions ENS	395 797	-	395 797	56 428	207 741	131 627
Actions Lycées	1 532 081	-	1 532 081	618 553	738 033	175 495
Total contrats de formation continue	1 927 878	-	1 927 878	674 981	945 774	307 122
Pas de contrats						
Total contrats d'enseignement	-	-	-	-	-	-
2012-0225 Saclay	268 165 135	-	268 165 135	138 140 000	57 200 000	72 825 135
Equipements scientifiques des laboratoires FOSTER	10 000 000	9 500 000	500 000	-	-	500 000
Total programmes pluriannuels d'investissement	278 165 135	9 500 000	268 665 135	138 140 000	57 200 000	73 325 135
Total	304 333 532	9 500 000	294 833 532	147 748 398	63 633 949	83 451 185

Tableau 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Prévision pluriannuelle			Prévision N (BI + BR)								Prévision N+1 et suivantes							
Opération	Nature	Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
			(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Saclay	Investissement	268 165 135	187 410 811	187 410 811	0	6 440 931	6 440 931	48 915 738	48 915 738	0	79 912 538	79 912 538	25 465 790	85 205 000	30 595 682	41 798 893	18 251 923	18 332 968
Equipements scientifiques des laboratoires FOSTER	Investissement	10 000 000	0	0	0	536 987	536 987	0	0	0	253 801	253 801	3 130 000	3 363 858	4 270 000	4 270 000	2 063 013	2 112 341
Total Dépenses d'investissement.PP1.1		278 165 135	187 410 811	187 410 811	0	6 977 918	6 977 918	48 915 738	48 915 738	0	80 166 339	80 166 339	28 595 790	88 568 858	34 865 682	46 068 893	18 251 923	18 332 968
Contrats de recherche	Personnel			0	0	2 607 501	2 607 501		0	0	2 607 501	2 607 501	2 784 358	2 784 358	829 872	829 872	999 960	999 960
	Fonctionnement et intervention			0	0	1 295 607	1 295 607		0	0	1 208 783	1 208 783	1 882 701	1 882 701	781 997	781 997	662 467	662 467
	Investissement			0	0	933 759	933 759		0	0	633 739	633 739	1 122 529	1 432 509	611 962	611 962	514 774	524 954
Total contrat de recherche.2		24 240 519	5 662 692	5 662 692	0	4 836 868	4 836 868	5 662 692	13 065 679	0	4 450 024	4 450 024	5 789 588	6 099 568	2 223 831	2 223 831	2 177 201	2 187 381
Contrat de formation continue	Personnel			0	0	302 830	302 830		0	0	302 830	302 830	328 100	328 100				
	Fonctionnement et intervention			0	0	87 991	87 991		0	0	130 691	130 691	65 359	107 479				
	Investissement			0	0	0	0		0	0	0	0	0	0				
Total contrat de formation continue.3		1 927 878	458 592	458 592	0	390 821	390 821	408 734	408 734	0	433 521	433 521	393 459	435 579	685 006	650 044	0	0
	Ss total personnel	0	344 707	344 707	0	2 910 331	2 910 331	344 707	344 707	0	2 910 331	2 910 331	3 112 458	3 112 458	829 872	829 872	999 960	999 960
	Ss total fonctionnement et intervention	0	113 885	113 885	0	1 383 599	1 383 599	64 027	64 027	0	1 339 475	1 339 475	1 948 060	1 990 180	781 997	781 997	662 467	662 467
	Ss total investissement	0	193 073 503	193 073 503	0	7 911 677	7 911 677	54 578 430	61 981 417	0	80 800 078	80 800 078	29 718 319	90 001 367	35 477 644	46 680 855	20 829 710	20 970 263
TOTAL		304 333 532	193 532 095	193 532 095	0	12 205 607	12 205 607	54 987 164	62 390 151	0	85 049 884	85 049 884	34 778 837	95 104 005	37 774 519	48 942 768	20 429 124	20 520 349

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à N (19)	Encaissement prévus en N (20)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus > N+2 (23)
Dépenses d'investissement	Financement de l'Etat*	0	0	0			
	Autres financements publics**	268 165 135	138 140 000	57 200 000	69 110 000	3 715 135	0
Equipements scientifiques des laboratoires FOSTER	Autres financements***	10 000 000	0	0	500 000	0	0
Total PPL1		278 165 135	138 140 000	57 200 000	69 610 000	3 715 135	0
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	808 509	382 288	110 225	91 422	51 522	173 052
	Autres financements publics**	13 156 484	5 723 976	2 204 509	1 602 392	712 713	2 912 894
	Autres financements***	10 275 527	2 827 153	3 173 441	2 542 964	958 250	773 719
Total contrat de recherche.2		24 240 519	8 933 417	5 488 175	4 236 778	1 722 485	3 859 665
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*	0	0	0	0	0	0
	Autres financements publics**	0	0	0	0	0	0
	Autres financements***	1 927 878	674 981	945 774	307 123	0	0
Total contrat de formation continue.3		1 927 878	674 981	945 774	307 123	0	0
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	0	0	0	0	0	0
	Autres financements publics**	0	0	0	0	0	0
	Autres financements***	0	0	0	0	0	0
Total contrat d'enseignement.4		0	0	0	0	0	0
	Ss total financement de l'Etat	808 509	382 288	110 225	91 422	51 522	173 052
	Ss total autres financements publics	281 321 619	143 863 976	59 404 509	70 712 392	4 427 848	2 912 894
	Ss total autres financements	22 203 405	3 502 134	4 119 215	3 350 087	958 250	773 719
TOTAL		304 333 532	147 748 398	63 633 949	74 153 901	5 437 620	3 859 665

Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI 2018
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	145 789 980,36
	2 Niveau initial du fonds de roulement	27 270 049,80
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-84 736 130,82
	4 Niveau initial de la trésorerie	112 006 180,62
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	82 186 036,49
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	29 820 144,13	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	95 727 092,70
	6 Résultat patrimonial	3 735 672,78
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	6 152 268,78
	8 Variation du fonds de roulement	5 356 618,80
	9 0	SENS 0,00
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - 0,00
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ 0,00
	Cautionnements et dépôts	- 0,00
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS 0,00
	Variation des stocks	+ / - 0,00
	Production immobilisée	+ 0,00
	Charges sur créances irrécouvrables	- 0,00
	Produits divers de gestion courante	+ 0,00
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 21 403 668,47
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0,00
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 40 727 201,86
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - 0,00
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - -19 323 533,39	
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	-16 047 049,67	
12.a Recettes budgétaires		
12.b Crédits de paiement ouverts		
13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers		
14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers	17 384 259,39	
15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	1 337 209,72	
15.a dont variation de la trésorerie fléchée	-5 647 803,86	
15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	6 985 013,58	
16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	4 019 409,08	
17 Restes à payer	-64 260 331,37	
Stocks finaux	18 Niveau final de restes à payer	81 529 648,99
	19 Niveau final du fonds de roulement	32 626 668,60
	20 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-80 716 721,74
	21 Niveau final de la trésorerie	113 343 390,34
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	76 538 232,63
21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	36 805 157,71	

Comptabilité budgétaire
 Comptabilité générale

Projet

Partie D : Tableaux du budget principal

Propriet

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Etablissement ENS

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses							Recettes			
	AE			CP			Recettes			
	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	
Personnel	67 255 306,10	69 187 979,00	68 065 495,92	67 255 117,29	69 187 979,00	68 065 495,92	83 966 449,62	87 430 928,00	86 740 374,40	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	21 316 395,00	21 523 510,00	21 405 132,00	21 316 395,00	21 523 510,00	21 405 132,00	73 606 510,00	77 125 519,00	77 067 634,00	Subvention pour charges de service public
							595 903,83	187 573,00	155 225,11	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	13 379 286,59	22 031 130,00	18 854 467,89	7 283 846,98	14 244 437,00	10 424 900,81	4 140 960,85	3 678 131,00	2 991 573,35	Autres financements publics
<i>Dont AE = CP</i>							5 623 074,94	6 439 705,00	6 525 941,94	Recettes propres
<i>Dont AE <> CP</i>										
							-	-	-	Recettes fléchées **
							-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
							-	-	-	Autres financements publics fléchés
							-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	82 711 895,40	94 541 625,00	89 281 282,45	76 525 165,22	86 499 932,00	80 074 886,22	83 966 449,62	87 430 928,00	86 740 374,40	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent				7 441 284,40	930 996,00	6 665 488,18	-	-		Déficit - Solde budgétaire

DEPENSES PAR DESTINATIONS

Etablissement

ENS

Budget	Dépenses de l'organisme								
	Personnel AE = CP		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		
	Personnel	Personnel	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue	49 086 356,67	49 086 356,67	12 218 176,39	3 713 217,68	382 107,34	292 822,39	61 686 640,40	53 092 396,74	=D101+D102+D103
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	13 320 498,53	13 320 498,53	686 920,17	265 784,07	77 383,07	75 138,47	14 084 801,77	13 661 421,07	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	32 853 038,54	32 853 038,54	625 884,41	562 009,26	304 724,27	217 683,92	33 783 647,22	33 632 731,72	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 912 819,60	2 912 819,60	10 905 371,81	2 885 424,35	-	-	13 818 191,41	5 798 243,95	
D105 - Bibliothèques et documentation	454 867,32	454 867,32	248 222,70	261 746,43	-	-	703 090,02	716 613,75	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	493 804,06	493 804,06	181 666,92	152 798,36	12 057,48	8 608,82	687 528,46	655 211,24	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 444 616,27	2 444 616,27	460 268,21	472 920,14	39 226,80	46 140,16	2 944 111,28	2 963 676,57	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 338 254,98	4 338 254,98	906 250,18	827 273,05	1 268 122,75	705 640,89	6 512 627,91	5 871 168,92	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	41 530,29	41 530,29	-	-	-	-	41 530,29	41 530,29	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	1 386 808,26	1 386 808,26	241 813,88	234 777,20	7 002,97	6 788,71	1 635 625,11	1 628 374,17	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	46 302,61	46 302,61	164 137,56	136 418,62	113 432,57	112 113,26	323 872,74	294 834,49	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-	
D114 - Immobilier	2 361 491,93	2 361 491,93	2 765 376,33	2 611 016,73	64 184,37	15 308,35	5 191 052,63	4 987 817,01	
D115 - Pilotage et support	7 222 634,50	7 222 634,50	1 162 403,31	1 279 169,94	472 661,35	394 317,02	8 857 699,16	8 896 121,46	
Étudiants	188 829,03	188 829,03	506 152,41	735 562,85	2 523,01	2 749,89	697 504,45	927 141,77	=D201+D202+D203
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	502 395,86	732 674,32	-	-	502 395,86	732 674,32	
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	188 829,03	188 829,03	3 756,55	2 888,53	2 523,01	2 749,89	195 108,59	194 467,45	
Total	68 065 495,92	68 065 495,92	18 854 467,89	10 424 901,00	2 361 318,64	1 584 489,49	89 281 282,45	80 074 886,41	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)							6 665 487,99		

RECETTES PAR ORIGINES

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	77 067 634,00	-	-	-	-	-	-	-	77 067 634,00
Droits d'inscription	-	-	-	-	679 679,40	-	-	-	679 679,40
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	976 791,46	-	-	-	976 791,46
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	141 842,25	-	-	-	141 842,25
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 040 952,28	-	-	-	3 040 952,28
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	720 098,76	-	-	-	-	720 098,76
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	913 874,76	-	-	-	-	913 874,76
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	42 700,70	-	-	-	-	42 700,70
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	433 589,47	-	-	-	-	433 589,47
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	155 225,11	-	881 309,66	-	-	-	-	1 036 534,77
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	1 686 676,55	-	-	-	1 686 676,55
Total	77 067 634,00	155 225,11	-	2 991 573,35	6 525 941,94	-	-	-	86 740 374,40
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)							-		

Tableau 4 Équilibre financier

ETABLISSEMENT:

ENS

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	-	6 665 488,18	Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	-	6 665 488,18	<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>			<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ;	-	-	Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;	-	-	Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements	-	-	Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	-	-	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	2 118 429,71	2 437 955,11	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 118 429,71	9 103 443,29	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie	6 985 013,58	-	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	-		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>		-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	9 103 443,29	9 103 443,29	TOTAL DES FINANCEMENTS

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

ETABLISSEMENT	ENS
----------------------	-----

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	66 827 463,30	Subventions de l'Etat	77 151 253,67
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	21 287 343,43	Fiscalité affectée	0,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	29 145 103,49	Autres subventions	2 579 701,26
		Autres produits	19 977 123,03
TOTAL DES CHARGES (1)	95 972 566,79	TOTAL DES PRODUITS (2)	99 708 077,96
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<i>3 735 511,17</i>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	<i>0,00</i>
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	99 708 077,96	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	99 708 077,96

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	3 735 511,17
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 309 516,08
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-199 484,38
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	-1 408,19
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-13 692 027,51
= CAF ou IAF*	6 152 107,17

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*		Capacité d'autofinancement*	6 152 107,17
Investissements	1 884 119,60	Financement de l'actif par l'État	349 996,56
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	192 465,31
		Autres ressources	1 408,19
Remboursement des dettes financières	0,00	Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 884 119,60	TOTAL DES RESSOURCES (6)	6 695 977,23
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	4 811 857,63	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	4 811 857,63
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-2 173 155,95
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	6 985 013,58
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	32 075 288,29
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-4 729 869,42
Niveau de la TRESORERIE	36 805 157,71

Partie E : Tableaux du budget annexe

Projet

Propriet

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Etablissement SACLAY

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses							Recettes			
	AE			CP			Recettes			
	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	N-1	BR - N	N	
Personnel								-	-	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>										Subvention pour charges de service public
										Autres financements de l'Etat
										Fiscalité affectée
Fonctionnement	45 939,63	120 000,00	21 901,13	25 918,31	100 000,00	39 787,00				Autres financements publics
<i>Dont AE = CP</i>										Recettes propres
<i>Dont AE <> CP</i>										
							113 703 386,00	57 200 000,00	57 200 000,00	Recettes fléchées **
							-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	11 010 812,01	12 000 000,00	6 419 029,96	28 766 986,51	86 000 000,00	79 872 750,85	113 703 386,00	57 200 000,00	57 200 000,00	Autres financements publics fléchés
<i>Dont AE = CP</i>										Recettes propres fléchées
<i>Dont AE <> CP</i>										
TOTAL DES DÉPENSES	11 056 751,64	12 120 000,00	6 440 931,09	28 792 904,82	86 100 000,00	79 912 537,85	113 703 386,00	57 200 000,00	57 200 000,00	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire - Excédent				84 910 481,18				28 900 000,00	22 712 537,85	Déficit - Solde budgétaire

DEPENSES PAR DESTINATIONS

Etablissement

SACLAY

Budget	Dépenses de l'organisme								
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	Personnel	Personnel	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement			
Formation initiale et continue	-	-	-	-	-	-	-	-	= D101+D102+D103
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-	
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-	
D114 - Immobilier	-	-	21 674,83	39 560,70	6 419 029,96	79 872 750,85	6 440 704,79	79 912 311,55	
D115 - Pilotage et support	-	-	226,30	226,30	-	-	226,30	226,30	
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-	=D201+D202+D203
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-	
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	-	-	21 901,13	39 787,00	6 419 029,96	79 872 750,85	6 440 931,09	79 912 537,85	
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)									

RECETTES PAR ORIGINES

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	57 200 000,00	-	57 200 000,00
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	57 200 000,00	-	57 200 000,00
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)									22 712 537,85

Tableau 4 Équilibre financier

ETABLISSEMENT:

SACLAY

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	22 712 537,85		Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>	-		<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>	22 712 537,85		<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ;	-	-	Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital) ;	-	-	Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements	-	-	Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)			Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	15 435 266,01	32 500 000,00	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	38 147 803,86	32 500 000,00	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation de trésorerie		5 647 803,86	Variation de trésorerie
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i>	-	5 647 803,37	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée</i>		-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i>
TOTAL DES BESOINS	38 147 803,86	38 147 803,86	TOTAL DES FINANCEMENTS

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

ETABLISSEMENT	SACLAY
----------------------	--------

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	0,00	Subventions de l'Etat	0,00
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	0,00	Fiscalité affectée	0,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	96 906,98	Autres subventions	96 394,55
		Autres produits	674,04
TOTAL DES CHARGES (1)	96 906,98	TOTAL DES PRODUITS (2)	97 068,59
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	161,61	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	0,00
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	97 068,59	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	97 068,59

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	161,61
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	674,04
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-674,04
= CAF ou IAF*	161,61

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	0	Capacité d'autofinancement*	161,61
Investissements	80 400 119,80	Financement de l'actif par l'État	0,00
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	80 944 719,36
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL DES EMPLOIS (5)	80 400 119,80	TOTAL DES RESSOURCES (6)	80 944 880,97
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	544 761,17	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	544 761,17
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	6 192 565,03
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	-5 647 803,86
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	551 380,31
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-75 986 852,32
Niveau de la TRESORERIE	76 538 232,63

Propriet

Propriet